DOUZIÈME RAPPORT ANNUEL
1990-1991

92-05109/

Institut québécois de recherche sur la culture

DOUZIÈME RAPPORT ANNUEL
1990-1991

Dépôt légal — 1er trimestre 1992
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0227-3101
ISBN 2-89224-172-3

Québec, le 12 décembre 1991

Madame Lucienne Robillard
Ministre de l'Enseignement supérieur
et de la Science
Gouvernement du Québec
Québec

Madame la Ministre,

J'ai l'honneur de vous soumettre le douzième rapport annuel de l'Institut québécois de recherche sur la culture.

Comme j'ai été nommé à la présidence de l'Institut en mai 1991, les activités dont ce rapport fait état ont été réalisées sous la direction de mon prédécesseur, monsieur Fernand Dumont. Au moment de signer ce rapport annuel, je tiens, au nom du Conseil et du personnel de l'Institut, à rendre hommage à l'ampleur et à la qualité des efforts que monsieur Dumont a déployés dans la mise en place de cette institution dont il a assuré la fondation en 1979 et la gouverne jusqu'en 1990.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de ma haute considération.

Le président,

Jean-Claude Cadieux

Membres et personnel de l'Institut québécois de recherche sur la culture

1. Le Conseil de l'Institut*

M. Jean-Claude CADIEUX Président-directeur général	Du 21 mai 1991 au 21 mai 1996
Mme Monique LEFEBVRE Vice-présidente Présidente-directrice générale Centre de recherche informatique de Montréal	Du 3 juillet 1991 au 27 juin 1993
Mme Renée BRIEN-DANDURAND Chercheure de l'Institut	Du 28 juin 1989 au 28 juin 1993
M. Pierre DE CELLES Directeur général École nationale d'administration publique	Du 3 juillet 1991 au 26 janvier 1992
Mme Madeleine GAUTHIER Chercheure de l'Institut	Du 28 juin 1989 au 28 juin 1993
Mme Denise HELLY Chercheure de l'Institut	Du 28 juin 1989 au 28 juin 1993
M. Guy LAPERRIÈRE Professeur à l'Université de Sherbrooke	Du 28 juin 1989 au 28 juin 1993
M. Patrick O'HARA Directeur des relations extérieures à IBM Canada Ltée (Région de l'Est)	Du 28 juin 1989 au 28 juin 1993
M. Philippe SAUVAGEAU Président-directeur général Bibliothèque nationale du Québec	Du 3 juillet 1991 au 3 juillet 1995

MM. Léo JACQUES et Georges LAMY participent aux réunions du Conseil.

---

* M. Fernand Dumont a été président de l'Institut jusqu'en septembre 1990. Les responsabilités de président-directeur général ont ensuite été assumées par M. Guy Laperrière, jusqu'au 1er janvier 1991, puis par M. Claude Gendreau, jusqu'au 21 mai 1991, date de la nomination de M. Jean-Claude Cadieux à titre de président-directeur général.

2. Le Comité exécutif

M. Jean-Claude CADIEUX
Président-directeur général

Mme Renée DANDURAND

Mme Madeleine GAUTHIER

M. Léo JACQUES

M. Georges LAMY

M. Guy LAPERRIÈRE

3. Le Conseil du Fonds de dotation

M. Patrick O'HARA, président
Directeur des relations extérieures à IBM Canada Ltée (Région de l'Est)

M. Jean-Claude CADIEUX

M. Jacques-André CHARTRAND
Conseiller à Hydro-Québec

M. Michel CURTI
Ex-consultant principal aux Affaires publiques à Alcan

M. Yvon DANEAU

M. Léo JACQUES

M. Georges LAMY

4. Le Comité scientifique

M. Jean-Claude CADIEUX
Président-directeur général
Directeur scientifique

M. Fernand HARVEY
Directeur scientifique par intérim
(septembre 1990 à mai 1991)
Chercheur, responsable de chantier

Mme Maria DE KONINCK
Directrice, Chaire d'étude sur la condition féminine, Université Laval

M. Guy FRÉCHET
Chercheur

Mme Denise HELLY
Chercheure, responsable de chantier

M. Simon LANGLOIS
Chercheur, responsable de chantier

Mme Denise LEMIEUX
Chercheure, responsable de chantier

M. Guy MASSICOTTE
Vice-président de la planification, Université du Québec

Mme Françoise-Romaine OUELLETTE
Chercheure

M. Normand PERRON
Chercheur, responsable de chantier

M. Florian SAUVAGEAU
Chercheur, responsable de chantier

MM. Léo JACQUES et Georges LAMY participent aux réunions du Comité scientifique.

Mme Diane SAINT-PIERRE était secrétaire du Comité scientifique. Mme Danièle ARSENAULT la remplace.

5. Le personnel administratif*

M. Léo JACQUES, secrétaire général

M. Georges LAMY, directeur administratif

Mme Danielle ARSENAULT, agente de secrétariat

---

* Du 1er avril 1990 au 31 mars 1991.
(...) La mise entre parenthèses d'un nom indique que la personne n'est plus à l'emploi de l'Institut au 31 mars 1991.

Mme Linda BEAURIVAGE, agente de secrétariat

Mme Ginette BELLEAU, agente de secrétariat

Mme Marielle BERGERON, agente de secrétariat

Mme Gisèle BOLDUC, agente culturelle

Mme Louise GAUTHIER-DUQUET, bibliotechnicienne

Mme Nicole LAFLAMME, adjointe au directeur administratif

Mme Flora LEBLANC, agente de secrétariat

Mme Thérèse LESPÉRANCE, agente de secrétariat

Mme Ghislaine MAROIS, secrétaire principale

Mme Mariette MONTAMBAULT, technicienne en arts appliqués et graphiques

Mme Véronique MORIN, responsable de la production

Mme Louise PARADIS, agente de secrétariat

Mme Claire SAVARD, agente de bureau

M. Pierre TAILLEUR, magasinier

6. Les chercheurs*

M. Dave ATKINSON, chercheur

(M. Brian Nicholas ABOUD, assistant de recherche)

M. Paul AUBIN, chercheur

M. Jean-Paul BAILLARGEON, chercheur

(Mme Danielle BÉLANGER, assistante de recherche)

---

* Du 1er avril 1990 au 31 mars 1991.
(...) La mise entre parenthèses d'un nom indique que la personne n'est plus à l'emploi de l'Institut au 31 mars 1991.

Mme Sarah BÉLANGER, chercheure

(Mme Francine BERNÈCHE, chercheure)

M. Léon BERNIER, chercheur

M. Michel BERNIER, assistant de recherche

(Mme Marie-Marthe T. BRAULT, chercheure)

Mme Renée BRIEN-DANDURAND, chercheure

Mme Johanne BUJOLD, assistante de recherche

M. Gary CALDWELL, chercheur

M. Alain CARPENTIER, assistant de recherche

(Mme Sonia CHABOT, assistante de recherche)

M. Jean-Pierre CHARLAND, chercheur

M. Louis-Marie CÔTÉ, chercheur

Mme Martine CÔTÉ, chercheure

Mme Monique COURNOYER, chercheure

Mme Isabelle D'AMOURS, assistante de recherche

(Mme Maryse DESJARDINS, assistante de recherche)

M. Majid D'KHISSY, assistant de recherche

M. René DOLCE, assistant de recherche

M. Germain DULAC, chercheur

M. Fernand DUMONT, chercheur

Mme Michelle DUVAL, chercheure

(Mme Aïcha EL HAILI, chercheure)

Mme Nicole FLEURANT, assistante de recherche

M. Jean-Charles FORTIN, chercheur

M. Guy FRÉCHET, chercheur

Mme Madeleine GAUTHIER, chercheure

M. Fernand HARVEY, chercheur, responsable de chantier

(M. Yves HÉBERT, chercheur)

Mme Denise HELLY, chercheure, responsable de chantier

Mme Andrée HÉROUX, chercheure

(M. Alain LABERGE, chercheur)

M. Simon LANGLOIS, chercheur, responsable de chantier

(Mme Marie-Hélène LAVOIE, assistante de recherche)

(Mme Nathalie LEBLANC, assistante de recherche)

Mme Denise LEMIEUX, chercheure, responsable de chantier

Mme Lucie MERCIER, chercheure

Mme Françoise-Romaine OUELLETTE, chercheure

(M. Gérald PELLETIER, chercheur)

(M. Normand PERRON, chercheur)

Mme Andrée RAICHE-DUSSAULT, chercheure

(Mme Johanne ROBINSON, assistante de recherche)

Mme Diane SAINT-PIERRE, chercheure

M. Jacques SAINT-PIERRE, chercheur

M. Florian SAUVAGEAU, chercheur, responsable de chantier

Mme Johanne SÉGUIN, chercheure

Mme Myriam SIMARD, chercheure

M. Nicholas VAN SCHENDEL, assistant de recherche

Mme Marianick VENDETTE, assistante de recherche

Mme Odette VINCENT-DOMEY, chercheure

7. Les chercheurs associés*

Mme Johanne BOISJOLY, professeure à l'Université du Québec à Rimouski

M. Jean de BONVILLE, professeur à l'Université Laval

M. Chad GAFFIELD, professeur à l'Université d'Ottawa

Mme Nicole GAGNON, professeure à l'Université Laval

M. Jean HAMELIN, professeur à l'Université Laval

M. Bruno JEAN, professeur à l'Université du Québec à Rimouski

M. Jean-Pierre KESTEMAN, professeur à l'Université de Sherbrooke

M. Alain LABERGE, chercheur à l'Université Laval

M. Benoît LACROIX, professeur émérite à l'Université de Montréal

Mme Anne LAPERRIÈRE, professeure à l'Université du Québec à Montréal

M. Antonio LECHASSEUR

M. Jacques LEMAY, professeur à l'Université du Québec à Rimouski

M. Marc-André LESSARD, professeur à l'Université Laval

M. Jean RENAUD, professeur à l'Université de Montréal

M. Peter SOUTHAM, professeur à l'Université de Sherbrooke

Mme Gladys L. SYMONS, professeure à l'École nationale d'administration publique

---

* Au 31 mars 1991.

8. Le Comité des publications

M. Léo JACQUES, président

Mme Nicole GAGNON
Professeure à l'Université Laval

M. Jean-Marc GAGNON
Président de Communications Science-Impact
et des Éditions Multimondes
Rédacteur en chef de Québec-Science

M. Clément SAINT-GERMAIN
Ex-directeur du Service des lettres au ministère des Affaires culturelles

9. Le Comité des cahiers *Questions de culture*

Comité de direction

M. Fernand DUMONT, directeur

M. Léo JACQUES

M. Yves MARTIN
Rédacteur

Comité de rédaction

Mme Madeleine GAUTHIER
Chercheure de l'Institut

Mme Lise GAUVIN
Professeure à l'Université de Montréal

Mme Véronique MORIN

M. Jean-Pierre PROULX
Journaliste au *Devoir*

Mme Gladys L. SYMONS
Professeure à l'ENAP

10. Le Comité de la collection *Diagnostic*

M. Raymond DUCHESNE
Vice-recteur à l'enseignement et à la recherche à l'UQAT

M. Fernand DUMONT

Mme Andrée GENDREAU
Musée de la civilisation

M. Léo JACQUES

INTRODUCTION

Cette année en fut une de transition. L'Institut relevait de la ministre des Affaires culturelles depuis quelques années; le 29 août 1990, le gouvernement du Québec décidait d'en confier la responsabilité au ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, tout en confirmant l'Institut dans sa mission, son rôle et son mode de financement. Ce transfert de responsabilités convenu entre les deux ministres concernés devait fournir à l'Institut un environnement plus approprié pour une institution vouée à la recherche, étant donné que plusieurs autres centres de recherches relevaient déjà du MESS.

Peu après, monsieur Fernand Dumont, président fondateur de l'Institut, qui avait accepté de prolonger son mandat jusqu'à ce jour, remettait sa démission au ministre. Les responsabilités du président-directeur général ont été assumées respectivement par le vice-président Guy Laperrière, puis par le vice-président Claude Gendreau, et la direction scientifique a été confiée à Fernand Harvey, jusqu'à la nomination de monsieur Jean-Claude Cadieux à titre de président et directeur scientifique. Ce dernier est entré en fonction le 21 mai 1991.

En dépit de ces changements qui ont affecté l'Institut, les travaux de recherche et les activités se sont poursuivis à un bon rythme. Ce rapport annuel en fait état, en trois sections comme à l'accoutumée: état de la recherche; bilan des activités, des publications et des services; divers documents annexés, dont les états financiers 1990-1991.

Première partie

ÉTAT DE LA RECHERCHE

Les recherches sont regroupées en cinq secteurs appelés chantiers: la famille, les sexes, les générations; les communautés ethnoculturelles; la création et la diffusion de la culture; les tendances socioculturelles; les histoires régionales. Chacun de ces thèmes est la responsabilité d'une équipe dont la composition et le nombre sont variables.

Dans les pages qui suivent, chacun des responsables des chantiers indique l'état des projets en cours et le démarrage des nouveaux, en ayant soin de préciser la contribution de chacun aux travaux et aux activités; les publications ne sont pas mentionnées dans cette section mais reportées en annexe au rapport.

I

LA FAMILLE, LES SEXES, LES GÉNÉRATIONS

Responsable: Denise Lemieux

Cette année, le chantier a apporté sa contribution à dix projets visant à éclairer sous diverses perspectives les mutations contemporaines de la vie familiale et individuelle. Neuf chercheur(e)s ont fait partie de l'équipe, dont six à temps complet. Certains ont complété l'analyse de données recueillies antérieurement et trois nouveaux projets ont démarré grâce à des subventions ou commandites.

Quelques-uns de ces projets visent à explorer les questions générales concernant les relations de parenté, les rapports familles-institutions, l'interaction vie de travail/vie privée ou les projets de maternité/paternité avec leurs significations culturelles anciennes et contemporaines. Par ailleurs, des recherches ciblées sur des situations exceptionnelles comme la fugue des adolescents, ou sur des catégories particulières de la population telles les mères au foyer d'immigration récente, permettent d'entrevoir des facettes plus spécifiques et problématiques de la vie familiale.

Familles et parenté

Renée Dandurand et Françoise-Romaine Ouellette ont poursuivi l'analyse de leurs données sur l'aide reçue par les familles avec jeunes enfants dans leurs tâches éducatives et lors de moments exceptionnels telles les naissances, les maladies, les ruptures d'union ou les périodes de chômage. On y cerne la diversité des sociabilités provenant des parentèles et des réseaux sociaux où sont insérées les familles de trois quartiers montréalais. Ce projet avait fait précédemment l'objet d'une subvention du Conseil québécois de la recherche sociale.

Devenir parents: des processus en mutation

Deux nouveaux projets abordent la transformation de la fonction parentale à l'étape de la formation des familles.

Subventionné par le Conseil québécois de la recherche sociale, *Le désir d'enfant: du projet à la réalisation* est une vaste enquête qualitative visant à explorer, sur le plan des trajectoires individuelles, les facteurs influençant l'ébauche ou l'absence de projets de procréation. Dans le contexte des 20 dernières années où la fonction parentale fait l'objet d'un choix délibéré, quels sont les déterminants directs et indirects des projets de procréation? En interrogeant des adultes qui souhaitent ou ne souhaitent pas avoir d'enfants et d'autres qui en ont déjà, l'étude examinera le faisceau des facteurs relevant d'expériences passées ou de dimensions actuelles de l'existence qui interviennent dans ces processus de décision. La moitié des 200 entrevues de type «récit de vie» a déjà été complétée à Montréal et dans deux localités de taille intermédiaire, auprès de femmes et d'hommes dont l'âge s'échelonne entre 20 et 40 ans. Le projet est codirigé par Renée Dandurand, Léon Bernier et Denise Lemieux qui en assurent la réalisation avec Germain Dulac, chercheur engagé à plein temps sur ce projet.

De tout temps, une fraction non négligeable de la population accède à la parentalité par d'autres voies que la procréation. Quelles sont les modalités de cette entrée dans le statut de parent? Dans le cadre d'un projet subventionné par le Conseil québécois de la recherche sociale, Françoise-Romaine Ouellette, avec la collaboration de Johanne Séguin, examine les rôles joués, par un grand nombre d'agents privés ou gouvernementaux et de membres d'associations, dans la mise au point *des modalités d'accès à l'adoption ou à la prise en charge d'enfants* et dans la définition des normes élaborées à cet égard où l'on peut saisir certains codes culturels entourant la parentalité.

Des institutions œuvrant auprès des enfants et des adolescents

Le soin et l'éducation des enfants fait intervenir d'autres institutions que les familles et leurs réseaux de sociabilité. Trois projets abordent ces questions.

Dans le cadre d'une collaboration entre l'Institut et le ministère de l'Éducation du Québec, une enquête exploratoire a été menée sur les répercussions des changements familiaux sur le comportement à l'école des enfants du primaire. Renée Dandurand, Germain Dulac et Michelle Violette, avec la collaboration de Daphné Morin, ont interrogé les enseignants, les directeurs d'école et les professionnels de cinq écoles situées en milieux très différents afin de cerner leurs perceptions du phénomène. Des parents engagés dans les comités de parents ont aussi été rencontrés. Si le travail de la mère semble poser peu de problèmes d'après les témoignages analysés dans le rapport, les réorganisations familiales qui affectent entre 20 % à 50 % des enfants selon les écoles, bien que suscitant des comportements variés selon les enfants, semblent à

l'origine de besoins nouveaux et multiples auxquels le personnel scolaire et professionnel fait face avec peu de ressources et beaucoup d'inventivité.

Léon Bernier a terminé la rédaction du rapport de recherche présentant l'analyse de 45 récits de vie d'adolescents et d'adolescentes de divers milieux institutionnels et ayant à une ou plusieurs reprises fait des fugues de leur milieu familial ou d'un milieu de placement. La recherche, commanditée par le Conseil régional de la santé et des services sociaux du Montréal métropolitain, a été faite en collaboration avec Anne Morissette et Gilles Roy. L'étude s'attache à reconstituer, à partir des récits individuels, les facteurs incitatifs d'une fuite du foyer familial et ceux, distincts, poussant un adolescent à s'évader d'un milieu institutionnel. L'analyse débouche sur une typologie des fugues et des fugueurs et est suivie de recommandations pouvant inspirer la prévention. À la lumière de ces rencontres de jeunes vivant en centre d'accueil, dans le cadre du colloque sur les réorganisations familiales et l'intervention sociale, Léon Bernier poursuit le questionnement sur les «effets pervers» des réorganisations familiales à partir des itinéraires et points de vue d'adolescents placés.

Si l'école semble devoir s'ajuster aux nouvelles conditions familiales des enfants, la profession d'éducateur et éducatrice en centre d'accueil et de réadaptation est également l'objet de transformations, d'où la demande d'une enquête en profondeur sur les expériences de travail des éducateurs. Commanditée par huit établissements, le ministère de la Santé et des Services sociaux et l'ACAQ, une enquête a été entreprise par Léon Bernier, avec la collaboration de Monique Cournoyer, selon la méthode des récits de pratiques professionnelles déjà utilisée par Bernier dans son étude sur les artistes. Une soixantaine d'entrevues sont terminées. Tout en accordant une priorité à la dimension travail, cette étude s'intéresse en outre à l'incidence du genre dans les expériences et statuts de travail ainsi qu'aux frontières établies par les protagonistes entre leur travail et leur vie privée.

Condition féminine, condition masculine

Présentes dans la plupart des projets, les questions relevant de la condition féminine et de la condition masculine ont été plus directement abordées dans certaines recherches.

Afin de compléter le portrait sociodémographique des immigrantes qu'on peut obtenir à partir des statistiques du travail, le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration a commandité une étude sur la situation des mères au foyer dans trois communautés culturelles d'immigration récente. À partir d'un projet élaboré et dirigé par Renée Dandurand et Françoise-Romaine Ouellette, Michelle Duval a construit une problématique sur la situation vécue par les femmes de trois communautés culturelles. L'étude procède d'une synthèse des données de recherche sur ces communautés, complétée d'entrevues effectuées auprès d'intervenantes de divers organismes en contact, dans

le cadre de leur travail, avec des mères au foyer de ces communautés. Un rapport, rédigé par Michelle Duval, a été remis au ministère.

Lucie Mercier et Denise Lemieux ont terminé la bibliographie de la recherche sur les femmes, entreprise l'an dernier avec la collaboration de Michelle Comeau grâce à une commandite du Secrétariat à la condition féminine. Une volumineuse bibliographie de plus de 5 000 titres a été déposée à l'édition. Pour le bilan de la recherche, presque terminé, Denise Lemieux a retenu les thèmes suivants: les femmes et l'espace, le sport, la religion, la vie familiale et le travail abordé par secteurs professionnels.

Denise Lemieux et Lucie Mercier ont consacré quelques mois au deuxième volet de la recherche sur le cycle de vie des femmes, dont le premier volet a remporté le prix Lionel-Groulx pour le meilleur ouvrage d'histoire publié en 1990.

Autres activités des chercheur(e)s

Dans leurs domaines respectifs concernant les jeunes, la famille et la condition masculine, Léon Bernier, Renée Dandurand et Germain Dulac ont préparé des synthèses de la recherche pour le *Traité de pathologie sociale*.

Léon Bernier est membre du comité de rédaction de la *Revue internationale d'action communautaire*. Il prépare, pour 1992, un numéro sur le thème de l'affectif. Il a participé à une émission télévisée sur les adolescents en fugue diffusée dans la série «Vies privées».

Monique Cournoyer a présenté une communication à l'ACFAS en mai 1990 sur «Le système de référence post-natale: implantation et évaluation».

Renée Dandurand a participé au comité de recherche sur «Femmes et démographie» et a collaboré à un «bilan de la recherche sur la famille portant sur la France, la Suisse, la Belgique et le Québec». En 1991, elle a été coorganisatrice du colloque sur le thème Maternité-Travail pour l'ACFAS où les arrangements privilégiés par les divers milieux pour assurer le gardiennage des enfants ont fait l'objet d'une communication. Elle a été consultante auprès du sous-comité sur la santé mentale des femmes et des hommes. Elle est membre du comité scientifique d'organisation du Symposium québécois de la recherche sur la famille, prévu pour octobre 1991. Elle a donné une conférence pour le Conseil régional de la santé et des services sociaux du Montréal métropolitain sur les «Recherches sur la famille et pratiques du service social». Devant le Conseil québécois de l'enfance et de la jeunesse et la Fédération des CLSC, elle a traité de «La situation économique des foyers monoparentaux». Elle a parlé des «Nouvelles familles et écoles» au congrès annuel de l'Association des directeurs de commissions scolaires. Elle a présenté, à Liège, une communication conjointe sur «Les relations de parenté dans trois quartiers mont-

réalais. Le cas des foyers monoparentaux». Elle est membre du comité de rédaction de la revue *Labour/Le travail*.

Germain Dulac a donné une conférence au congrès des Sociétés savantes de mai 1990 intitulée: «Social Sciences and the Construction of Fatherhood.» Au congrès de l'ACSALF 1990, il a présenté un exposé sur «Les hommes et les études féministes.»

Devant le groupe *Femmes, gestion, entreprises*, Michelle Duval a prononcé une allocution: «Changer l'organisation du travail pour pouvoir concilier responsabilités professionnelles et familiales: l'expérience des jeunes avocat(e)s de Montréal.»

Denise Lemieux a été présidente-animatrice de la séance plénière du congrès de l'Institut d'histoire de l'Amérique française ayant pour thème «Le féminisme québécois au XX^{e} siècle». Elle a participé au colloque de l'ACFAS 1991 sur les *rapports de parenté et changement des rapports sociaux* en présentant une communication sur les «Souvenirs d'enfance, souvenirs de vacances» et une conférence en collaboration avec Lucie Mercier sur «Les rapports maternité-travail entre l'exclusion et la conciliation: l'histoire d'une transition». Elle était, en 1990-1991, membre du conseil d'administration de l'Institut d'histoire de l'Amérique française.

Françoise-Romaine Ouellette a préparé pour le colloque de l'ACSALF 1991, une table ronde sur l'adoption et les nouvelles technologies de la reproduction. Elle y a présenté une communication sur l'adoption en collaboration avec Johanne Séguin. Elle a participé à l'émission *Droit de parole* sur le thème: «l'enfant, un droit ou un privilège?»

II

LES COMMUNAUTÉS ETHNOCULTURELLES

Responsable: Denise Helly

Les recherches en cours

En 1990-1991, neuf projets étaient en voie de réalisation au sein du chantier des communautés ethnoculturelles.

Une recherche, dirigée par Johanne Boisjoly et Denise Helly, a été subventionnée par la Direction du Multiculturalisme et le ministère de l'Emploi et de l'Immigration. Une première série de données statistiques, provenant du recensement de 1986 et gracieusement mise à notre disposition par Statistique Canada, a rendu possible une description de la répartition segmentale et de la stratification occupationnelle de la population active québécoise, distinguée selon 23 origines ethniques et 24 lieux de naissance, et a permis de définir la banque de données utiles à l'étude de l'allocation des places occupationnelles et de la détermination du revenu de la population active divisée, dans ce cas, selon 11 origines ethniques et 11 lieux de naissance.

Dans le cadre d'une recherche dirigée par Jean Renaud et Denise Helly visant une description de l'établissement de nouveaux immigrants à Montréal, une enquête a été réalisée par la firme J.T.D. Un millier d'immigrants, admis au Québec entre juin et novembre 1989, ont été interrogés un an environ après leur arrivée. Les questions portaient sur leurs conditions d'accès au marché du travail (délai, occupation, rémunération, langue de travail), leur formation linguistique et professionnelle, le choix de leur(s) lieu(x) de résidence et leur recours à des agences publiques ou privées. Ces personnes étaient originaires du Moyen-Orient et du Maghreb (38 %), de France (7,2 %), du Vietnam (6,6 %), d'Haïti (6 %) et en moindre proportion d'autres régions du monde. Les entrevues ont été effectuées en 25 langues différentes. Les résultats de cette enquête seront disponibles durant l'année 1991-1992.

Dans un projet visant à définir des processus d'identification ethnique et raciale, Anne Laperrière a terminé son enquête auprès des élèves de deux polyvalentes de Montréal, de trois niveaux scolaires différents. Elle a aussi terminé deux séries d'entrevues avec des parents d'élèves et des membres du corps administratif et professoral de ces établissements.

Une recherche dirigée par Alberte Ledoyen et Denise Helly porte sur les itinéraires d'immigrés ayant créé leurs premiers emplois ou leurs entreprises dans la région montréalaise entre 1982 et 1986. Une enquête a été menée auprès de 203 individus. Cet échantillon avait été constitué suite à l'envoi d'un questionnaire à 5 850 immigrants inscrits au Fichier des entreprises du Québec. 580 personnes ont répondu et 203 ont été sélectionnées comme éligibles selon des critères comme le lieu de naissance et la date de première inscription au Fichier.

À la demande du Secrétariat d'État et de la Direction du Multiculturalisme, une recherche a porté sur les politiques et programmes adoptés depuis 1977 par les agences gouvernementales, para et péripubliques québécoises, dans le dossier du pluralisme culturel (secteur scolaire, programmes d'accès à l'égalité, francisation, accès aux services sociaux, etc.). Le rapport réalisé par Francine Bernèche et Denise Helly a été déposé en février 1991.

Une subvention obtenue du programme «Production» de la Direction du Multiculturalisme a permis de poursuivre la constitution du corpus des œuvres publiées au Québec depuis 1970, en français et en anglais, par des écrivains non autochtones. Ce corpus, compilé par Anne Vassal et Denise Helly, comportera les biographies de ces auteurs, les titres de leurs romans et recueils de nouvelles ainsi que ceux, éventuellement, de leurs œuvres poétiques et théâtrales.

À la demande de la Direction de l'intégration linguistique du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, une description de la société québécoise dans ses principaux aspects géographiques, sociaux, politiques, institutionnels et historiques est en voie de réalisation par Nicolas Van Schendel. Ce document doit servir notamment de base à l'élaboration de programmes de formation des nouveaux immigrants en vue de faciliter leur insertion culturelle et linguistique dans la société québécoise.

Denise Helly a mené un projet analysant le contenu de 40 entrevues effectuées en 1986-1987 auprès de députés provinciaux, de journalistes, de hauts fonctionnaires et de chercheurs. Ces entrevues portaient sur les enjeux actuels de l'immigration au Québec. Un manuscrit a été déposé en vue d'une publication.

Autres activités des chercheurs

Myriam Simard, qui a rejoint l'équipe en novembre 1990, a amorcé un projet sur l'insertion d'exploitants agricoles d'origine européenne arrivés depuis envi-

ron une quinzaine d'années au Québec. Elle s'intéresse aux conditions d'insertion des immigrés à l'extérieur de la région montréalaise (exploitants et main-d'œuvre agricoles particulièrement) et aux positions des communautés ethniques sur la question scolaire, notamment sur les écoles ethniques.

Johanne Boisjoly et Denise Helly ont présenté les premiers résultats de leur recherche sur la distribution occupationnelle et segmentale de la main-d'œuvre québécoise selon diverses origines ethniques ou lieux de naissance lors du congrès annuel des Sociétés savantes du Canada (Victoria, 1990) et lors de celui de l'Association américaine des études québécoises (Chicago, 1990).

Anne Laperrière et les membres de son équipe ont communiqué leurs conclusions sur les processus d'identification ethnique et raciale lors du congrès annuel de l'ACFAS et publié des articles dans *L'Action nationale*, les actes d'un colloque de l'ARIC et *L'étranger dans la ville* (Paris, L'Harmattan, 1990).

Les résultats d'une première analyse exploratoire de quelques ouvrages publiés au Québec par des écrivains immigrants d'origine ont été présentés par Anne Vassal au congrès annuel des Sociétés savantes du Canada (Victoria, 1990) et, avec Denise Helly, lors de la réunion annuelle de l'Association américaine des études québécoises (Chicago, 1990).

Denise Helly a d'autre part publié un article sur les définitions des immigrants aux États-Unis, au Québec et au Canada dans *L'étranger dans la ville*, sous la direction d'Ida et Pierre Simon Barouh.

III

LA CRÉATION ET LA DIFFUSION DE LA CULTURE

Responsable: Florian Sauvageau

Les médias audiovisuels ont occupé cette année une place importante dans les activités de ce chantier. Diverses dimensions des politiques publiques ou de l'intervention de l'État en matière d'industries de la culture et des communications sont au cœur des projets à l'étude.

La circulation des produits culturels dans la francophonie: le cadre politique et juridique

L'objectif de cette étude internationale amorcée l'an dernier est de proposer des moyens susceptibles d'améliorer la production et la circulation des chansons, livres, films, émissions de télévision et logiciels des pays de la francophonie. L'étude consiste à analyser les mesures juridiques et parajuridiques affectant la circulation de ces produits culturels.

Le Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal participe à ces recherches que coordonnent le directeur du Centre, Pierre Trudel, chercheur associé à l'Institut, et Florian Sauvageau.

Une étude pilote sur la musique ainsi que diverses rencontres de travail entre les chercheurs ont permis de mettre au point la méthodologie et le déroulement de l'étude. Une enquête auprès des acteurs œuvrant dans l'industrie, visant à identifier les obstacles qu'ils ressentent, constitue la première étape de l'étude qui devrait être terminée au printemps 1993. Des chercheurs du CNRS (France), de l'Université de Namur (Belgique), de l'Université de Yaoundé (Cameroun) ont participé à l'étude pilote sur la musique. Une équipe

du Centre d'études et de recherches pluridisciplinaires en droit, économie, sociologie de l'Université libre de Bruxelles collabore maintenant aux travaux auxquels se joindront d'autres chercheurs africains. France Abran, agente de recherche au Centre de recherche en droit public, et Anne Legars participent à la partie québécoise des travaux.

Cette étude est réalisée dans le cadre des travaux de l'Agence de coopération culturelle et technique.

Statistiques des industries culturelles de la francophonie

D'autres travaux, ayant la francophonie comme cadre, ont aussi été réalisés. Jean-Paul Baillargeon a examiné, pour le compte de l'Agence de coopération culturelle et technique, les possibilités, contraintes et modalités de constitution d'un système de statistiques des industries culturelles des pays de la francophonie. Enfin, il a évalué la place du Québec dans le commerce international du livre de la France et l'importance des exportations de livres français au Québec.

L'évolution des télévisions publiques

Une analyse a été faite de l'évolution récente des télévisions publiques dans sept pays d'Europe (Allemagne, Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie, Suède, Suisse). Cette étude de l'évolution de la programmation et du financement de ces télévisions, dans le contexte des mutations technologiques et de la concurrence accrue du secteur privé, vise à comparer la situation européenne aux changements en cours au Canada. Le rapport de recherche a été préparé par Dave Atkinson.

L'écoute de la télévision

Jean-Paul Baillargeon a poursuivi son analyse de l'écoute de la télévision au Québec entre 1985 et 1989, selon la langue de diffusion des stations, l'origine des émissions et les catégories de contenus, pour les francophones, les anglophones et les allophones. L'importance des heures d'écoute et leur évolution sont mises en rapport avec l'ensemble des activités de la vie quotidienne, de façon à établir la place de la télévision dans celle-ci.

La violence dans les médias

Le phénomène de la violence dans les médias, le rôle des pouvoirs publics et des organismes de réglementation, et les questions éthiques qui sont reliées à ce problème, ont donné lieu à divers travaux préparés à la demande du

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) et du ministère des Communications du Québec. Une synthèse et une analyse de travaux réalisés dans différents pays relativement à la violence à la télévision a été préparée pour le compte du CRTC; ces travaux ont été effectués par Dave Atkinson et Marc Gourdeau, sous la direction de Florian Sauvageau. Dave Atkinson a également préparé un document de travail intitulé «Éthique et violence en audiovisuel: dépasser les débats sur les effets de la violence, et sur la liberté et la censure». Ce texte servira d'outil de réflexion lors de la préparation d'un colloque que doit tenir l'Institut à l'automne 1992, sous le patronage du ministère des Communications du Québec et du Conseil pontifical de la culture.

Les lignes ouvertes à la radio

Le rôle respectif des pouvoirs publics et des acteurs (réglementation ou autoréglementation) est équivalent dans la réflexion sur les tribunes téléphoniques à la radio amorcée à l'occasion de la crise amérindienne de l'été 1990. Les enregistrements de diverses tribunes téléphoniques, au cours des trois dernières semaines du mois d'août 1990, ont fait l'objet d'une première analyse et une typologie des émissions et des animateurs a été esquissée. Marie-Hélène Lavoie participe à ce projet qui donnera lieu, à partir de ce cas d'espèce, à la publication d'un ouvrage plus général sur le phénomène des lignes ouvertes à la radio.

La musique populaire au Québec, 1955-1990

Dans le cadre de ses travaux sur la musique populaire, Jean-Pierre Charland, maintenant professeur à la faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Montréal, prépare un dictionnaire de la musique populaire québécoise de 1955 à 1990. En plus d'informations générales concernant ce champ culturel particulier, on y trouvera des notices biographiques et une discographie pour plus de trois cents artistes. Isabelle D'Amours participe à ce projet.

Autres activités des chercheurs

Jean-Paul Baillargeon a participé à la préparation de l'ouvrage *La société québécoise en tendances, 1960-1990*, publié à l'IQRC sous la direction de Simon Langlois. Il a également publié dans *Livre d'ici* «Les ventes françaises au Québec: le pouls et l'analyse de la dernière décennie». Les résultats de ses travaux sur les statistiques culturelles de la francophonie ont été publiés à l'IQRC sous le titre *Vers un système de statistiques sur les industries culturelles de la francophonie*. Jean-Paul Baillargeon est aussi membre du Comité d'orientation des statistiques culturelles du Bureau de la statistique du Québec.

Florian Sauvageau, qui est toujours professeur à demi-temps à l'Université Laval, a donné plusieurs conférences, entre autres sur les médias dans l'actuel contexte de mondialisation, lors du congrès annuel de l'Institut d'administration publique du Canada, du colloque international tenu à l'occasion du 10e anniversaire du Département de communications de l'Université de Montréal et lors de la rencontre internationale des télévisions communautaires et locales qui a eu lieu dans Charlevoix. Il a également participé aux Entretiens Jacques-Cartier, tenus à l'Université Lumière de Lyon, et a présenté, en compagnie de Pierre Trudel, les premiers résultats de l'étude sur la circulation des produits culturels des pays francophones, lors de la rencontre annuelle de Radio-Activité, à Montréal.

Florian Sauvageau est aussi président du Comité consultatif de Statistique Canada sur les statistiques culturelles et membre du Comité consultatif en communication de la Commission canadienne pour l'UNESCO.

IV

LES TENDANCES SOCIOCULTURELLES

Responsable: Simon Langlois

L'analyse des tendances

En 1990, l'Institut a publié un ouvrage de synthèse sur les tendances, dont la préparation avait été le principal projet de ce chantier depuis la fin de 1987: *La société québécoise en tendances, 1960-1990*, couvrant 78 thèmes différents, allant des pratiques culturelles, des inégalités sociales et de la consommation jusqu'aux conflits sociaux, la vie politique et la religion. La publication de cet ouvrage de référence et d'analyse marque la fin d'une première étape dans le programme de recherche, étape consacrée au repérage des changements sociaux et culturels en cours identifiés sous la forme de tendances.

Déjà amorcée, la seconde phase de cette recherche consiste à pousser plus avant l'analyse des tendances et l'étude des interrelations que ces dernières entretiennent. Cette démarche vise à construire une matrice décrivant de façon systématique les relations entre les tendances retenues, sous la forme de diagnostics sur le sens de la causalité. Jusqu'à quel point une tendance donnée renforce-t-elle (ou non) une autre tendance? Les relations posées sont-elles symétriques? En d'autres termes, il s'agit de porter, pour chaque paire de tendances, un jugement de causalité à partir de matériaux existants ou en se fiant à l'opinion des experts.

Trois types d'analyses des données contenues dans cette matrice sont en cours ou sont planifiés. Le premier est une étude sur la totalité de la matrice visant à regrouper les tendances et à dégager, de certaines d'entre elles, des dimensions sous-jacentes. Par regroupements successifs, on cherchera à proposer une interprétation d'ensemble du changement social au Québec. Plusieurs méthodes d'analyse structurelle des propriétés de la matrice seront mises de l'avant: analyse hiérarchique ascendante, analyse des composantes

principales et analyse par blocage, notamment. Cette étude sera menée par Simon Langlois. Une analyse comparée du changement entre la France et le Québec est prévue; elle sera menée en collaboration avec Michel Forsé, professeur de l'Université de Lille I.

Le second type d'analyse portera aussi sur la totalité de la matrice mais à partir de l'examen de tendances spécifiques. Chacune d'entre elles est en effet au centre d'un faisceau complexe comprenant d'autres tendances qui sont soit antérieures, soit conséquentes, faisceau qu'il importe de cerner. Plusieurs tendances seront analysées selon cette approche. Le Secrétariat à la famille a accordé une subvention pour mener une étude exploratoire sur la fécondité qui sera conduite par Simon Langlois et Gary Caldwell. On tentera ainsi de mesurer la pertinence d'une telle approche qui, si elle se révèle fructueuse, pourra être étendue. Deux autres essais sont aussi prévus: l'un sur les mouvements sociaux, réalisé par Guy Fréchet et l'autre, sur les jeunes, par Madeleine Gauthier.

Guy Fréchet travaille au développement d'une méthodologie qui permettra l'analyse des covariations entre séries statistiques. La matrice servira à repérer les liens posés entre les tendances. Il s'agira par la suite de les analyser à l'aide d'une approche quantitative. Un premier essai est prévu au cours de l'année à venir, sur un thème encore à déterminer.

Enfin, si les résultats de ces travaux sont avantageux, il sera possible de reconstruire des sous-matrices particulières portant sur des segments sociaux (sur la famille, sur la condition féminine, etc.). Dans ce cas, il s'agira d'isoler certaines tendances spécifiques à l'objet de l'étude et de reformuler toutes les autres du point de vue de cet objet, avant d'effectuer le type d'analyses actuellement en cours sur la matrice globale. La construction de telles sous-matrices constitue le troisième type d'étude envisagé, mais non amorcé pour le moment.

Cette analyse des tendances s'effectue en concertation avec d'autres équipes nationales qui ont formé le Groupe international de recherche pour l'analyse comparative du changement social (The International Research Group for the Comparative Charting of Social Change). Ce groupe comprend, outre l'équipe québécoise, des équipes de France, des États-Unis, d'Allemagne, d'Espagne et de Grèce. D'autres groupes sont en formation. L'Institut assume le secrétariat de ce groupe, d'où le nom informel de Club de Québec. Les ouvrages sur les tendances préparés par ces équipes seront publiés dans une collection, *Comparative Charting of Social Change*, en coédition par McGill-Queen's University Press (Montréal) et Campus Verlag (Francfort). Simon Langlois, coordonnateur de ce groupe international, s'est vu confier la responsabilité de l'édition de cette collection. L'ouvrage sur les États-Unis a été publié en 1990 et la version anglaise de l'ouvrage sur la société québécoise, traduite par John Duff, paraîtra en 1991. En donnant à chaque livre un titre générique (*Recent Social Trends in the United States 1960-1990*; *Recent Social Trends in Québec 1960-1990*), on vise à marquer l'unité de l'ensemble: chaque ouvrage ayant la même table des matières et la même approche, mais aussi la

filiation intellectuelle avec une œuvre classique publiée en 1933 aux États-Unis sous la direction de W.F. Ogburn.

Les chercheurs impliqués dans ce groupe ont entrepris d'effectuer des analyses comparatives sur les tendances, analyses auxquelles collaborent les chercheurs de l'équipe québécoise. Ceux-ci ont participé à deux réunions de ce groupe international, tenues à Francfort et à Madrid, consacrées à la planification des études à venir. Les résultats de ces travaux seront publiés dans un ouvrage en préparation.

La jeunesse

Madeleine Gauthier a terminé une recherche sur l'insertion des jeunes en emploi. Privilégiant l'analyse des données de l'Enquête sur l'activité de Statistique Canada pour faire ressortir la lenteur d'insertion des jeunes dans un emploi stable, la précarité des emplois qui leur sont offerts et la diversité des modèles d'insertion professionnelle, elle a mis en évidence quelques particularités québécoises entourant cette période d'installation sur le marché du travail et a souligné les différences entre générations. Elle a, de plus, complété les données de l'Enquête sur l'activité par des entrevues auprès de jeunes qui ont réussi leur insertion en emploi afin d'y déceler les mécanismes qui ont présidé à ce succès.

L'analyse de l'Enquête sur l'activité de Statistique Canada a donné lieu à deux rapports de recherche sur l'insertion de la jeunesse en emploi, l'un publié en 1990 sur le Québec, l'autre en 1991 sur le Canada. Des articles et des communications sur les rapports entre générations à propos du marché du travail, sur la pauvreté des jeunes et sur la réforme de l'aide sociale (dont l'un en collaboration avec Laurette Coulombe) ont aussi découlé de l'ensemble de la recherche. Michel Bernier et Maxime Brault ont contribué à l'analyse des données de l'Enquête sur l'activité. Emploi et Immigration Canada de même que Statistique Canada ont apporté une aide financière importante pour la réalisation de la recherche sur les jeunes et l'insertion en emploi.

Madeleine Gauthier a entrepris, au début de 1991, un travail de synthèse sur les relations des jeunes au travail à partir d'un ensemble de données recueillies depuis quelques années: entrevues auprès de jeunes chômeurs et de jeunes travailleurs, données de l'Enquête sur l'activité de Statistique Canada et travaux effectués lors de l'étude des tendances de la société québécoise. Cette synthèse prendra comme cadre de référence l'analyse du changement social sous l'angle de la structuration d'une génération par l'effet des transformations du monde du travail. Elle devrait être terminée au cours de la prochaine année.

Les nouvelles croyances

Parallèlement à son travail sur la jeunesse, Madeleine Gauthier a poursuivi la rédaction d'un ouvrage sur de nouvelles croyances ayant pour assises une

représentation cosmique des relations des hommes entre eux, avec l'univers et avec Dieu. Elle a aussi rédigé le chapitre sur la religion dans un manuel d'*Initiation thématique à la sociologie*. Madeleine Gauthier travaille à l'analyse comparative des religions dans le cadre du projet international sur les tendances. En collaboration avec des chercheurs d'autres pays, elle procédera à la comparaison de données touchant l'adhésion et la pratique religieuse et ce qui relève, d'une manière plus large, de l'univers des croyances. La question de la sécularisation de la société au cours des trois dernières décennies sera au centre du questionnement entourant la comparaison.

Le travail: aspects culturels

Depuis environ deux ans, plusieurs chercheurs du chantier se sont attardés au monde du travail sous différents aspects: précarité, chômage, transitions, représentations sociales et liens avec les modes de vie, notamment. Ces chercheurs ont appuyé leurs études sur les données de l'Enquête sur l'activité, réalisée conjointement par Statistique Canada et Emploi et Immigration Canada, vaste enquête par panel auprès de la population active ou non. Il s'agit là d'une base de données fort riche et complexe, qui permettra d'analyser différents aspects entourant le travail salarié, dans une perspective longitudinale et diachronique. Le chantier a privilégié l'utilisation de cette source de données précisément à cause de la possibilité d'observer les changements survenus dans le temps, établissant ainsi un lien étroit avec le projet sur les tendances.

Guy Fréchet a dirigé une étude sur les perceptions des difficultés d'insertion sur le marché du travail, les raisons de quitter un emploi et l'employabilité et il a publié un rapport de recherche, rédigé en collaboration avec Michel Bernier. Il a ensuite amorcé deux autres études basées sur les données de l'Enquête sur l'activité: la première porte sur les transitions sur le marché du travail et la seconde, en collaboration avec Michel Bernier, sur la précarité des personnes moyennement scolarisées. Johanne Bujold a publié une étude sur l'utilisation des centres d'emploi du Canada par les étudiants. Toutes ces études ont été subventionnées par Statistique Canada et par Emploi et Immigration Canada. Enfin, Simon Langlois a publié un article sur le travail à temps partiel.

La stratification sociale en mutation

Monique Frappier, économiste, a initié un nouveau projet de recherche sur la stratification sociale en voie de mutation profonde au Québec. Ce concept, n'étant pas utilisé comme tel par les économistes, recouvre les notions d'inégalité du revenu, de statut socio-économique et de mobilité sociale.

Cette recherche part de l'hypothèse que l'action des facteurs traditionnels de classification et d'inégalités (tels l'âge, le sexe, la scolarité, le statut familial, les revenus, etc.) est plus ou moins estompée par l'influence grandissante des changements structurels. Au cours de cette année, Monique Frappier a entre-

pris la première étape de ce projet, à savoir l'étude de l'impact des cohortes du baby-boom sur la situation financière des jeunes à court, moyen et long terme, situation qui conditionne leurs projets de vie: départ du domicile parental, mariage, procréation, achat de propriété, accumulation de patrimoine en vue de la retraite. Il s'agit d'une analyse descriptive d'ensemble de la situation financière des baby-boomers et de son évolution au cours des 30 dernières années, analyse qui sera terminée au cours de l'automne 1991. Monique Frappier a reçu l'assistance de Louise Trépanier, programmeure, de Robert Latour, statisticien, professeur aux Hautes études commerciales, de même que les conseils de Paul Bernard.

Monique Frappier a été invitée à faire partie, à titre de conseillère, du groupe d'experts sur les personnes aînées, mis sur pied à la demande du Ministre de la Santé et des Affaires sociales. À ce titre, elle a réalisé une étude sur «l'autonomie financière de nos aînés (les 45 ans et plus) et ses enjeux pour la société» qui sera publiée en annexe au rapport final du groupe d'experts, et sous la forme d'un rapport de recherche à l'IQRC. Les services de Monique Frappier ont été prêtés à l'Institut pour une période de deux ans par le ministère de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu.

Traité de pathologie sociale. Problèmes sociaux du Québec

Le projet de rédiger un traité de pathologie sociale a été lancé officiellement en 1990. Ce traité devra, à la fois, réunir les éléments d'un état de question sur un certain nombre de problèmes sociaux et, pour chacun, proposer un état de la recherche (travail fait, travail à faire).

Par problèmes sociaux on entend ceux résultant du changement social et des déficiences qu'il engendre. Ils varient avec l'émergence de nouveaux genres de vie; ils concernent aussi les normes sociales, ce que les sociétés elles-mêmes qualifient de problèmes individuels exigeant des solutions collectives.

L'ouvrage envisagé couvrira des thèmes trop souvent répartis par ailleurs en domaines isolés, de façon à faire voir l'ensemble: ce qui sera déjà, il semble, l'occasion d'une prise de conscience des lacunes et des tâches. Ce qui permettra aussi de dégager des interrogations communes: en particulier pour ce qui concerne la notion même de «problème social», la formation des normes collectives, les aspects éthiques, les institutions qui s'attachent à ces problèmes, l'organisation de la recherche. Une première partie précisera les notions et les perspectives fondamentales. Suivront six sections regroupant des analyses portant sur un large éventail de problèmes sociaux: depuis ceux qui touchent des individus (pauvreté, analphabétisme) jusqu'à ceux qui affectent la collectivité ou un large segment de la population (dégradation de l'environnement, par exemple).

La huitième partie du traité élargira l'analyse aux questions qui suscitent des conflits de valeurs au sein de la collectivité. Les problèmes sociaux sont

l'objet d'interventions qui se sont multipliées et diversifiées avec le développement de l'État-providence et des politiques publiques. La neuvième section y sera consacrée. Toute intervention nécessite une connaissance précise des problèmes. Chaque chapitre en fera état et identifiera les lacunes; il paraît néanmoins nécessaire d'esquisser, dans une dernière section, une vue d'ensemble de l'organisation de la recherche. Le livre sera centré sur les problèmes sociaux tels qu'ils se posent au Québec. Mais, chacun des chapitres fera appel à une problématique plus large, à l'élucidation des notions pertinentes, à des perspectives comparatives.

Cette entreprise rassemble un nombre considérable de spécialistes québécois. Au total, 75 personnes appartenant à diverses disciplines et provenant de différents milieux de travail collaborent à ce traité, sous la direction de Fernand Dumont, Simon Langlois et Yves Martin.

Autres activités des chercheurs

Simon Langlois a présenté cinq communications à des congrès ou séminaires: «Consommation et dépenses des ménages», colloque *Les stratégies culturelles au Québec*, UQTR, novembre 1990; «Part-time Work in Canada: Toward an Increasing Polarization», Congrès mondial de sociologie, Madrid, juillet 1990; (avec Guy Fréchet et Michel Bernier) «Situations d'adaptation au marché du travail et taux de transition», Congrès de l'ACFAS, mai 1990; «Tendances du changement social au Québec», conférence conjointe de la Société Tocqueville et de la Société française de sociologie, Paris, janvier 1991; «Où en est la classe moyenne?», séminaire *Le Québec et la restructuration du Canada*, Université Laval, mars 1991.

Il a présenté, à titre d'expert invité, un mémoire devant la Commission parlementaire sur l'avenir du Québec, en décembre 1990. Il est membre du comité scientifique du CREDOC (Paris) et de la Chaire pour l'étude de la civilisation française en Amérique, à l'Université Laval; il est aussi membre du comité de rédaction de *The Tocqueville Review*, *Sociologie et sociétés* et *Recherches sociographiques* et enfin, membre du comité consultatif sur les statistiques culturelles de Statistique Canada.

Gary Caldwell a présenté trois communications scientifiques: «America and the Canadian Political Project», *Société d'histoire de Missisquoi*, Stanbridge-East, août 1990; «Notre société et son mode d'emploi», colloque de *L'Alliance des professeurs de Montréal*, Montréal, mars 1991; «De Lévesque à Parizeau: le glissement républicain», colloque René-Lévesque, UQAM, mars 1991. Il a en outre prononcé une conférence à la faculté de droit de l'Université de Sherbrooke. Il est membre du comité de rédaction de *Recherches sociographiques*.

Guy Fréchet a présenté deux communications scientifiques: (avec Simon Langlois et Michel Bernier), «Situations d'adaptation au marché du travail et

taux de transition», Congrès de l'ACFAS, mai 1990; (avec Barbara Wörndl), «Social Movements in FRG and Québec: Comparative Issues», Congrès mondial de sociologie, Madrid, juillet 1991. Il a supervisé l'analyse des résultats de l'enquête auprès des résidents du Vieux-Québec, effectuée par Johanne Bujold et Michel Bernier pour le compte du Comité des citoyens du Vieux-Québec, avec l'aide d'une subvention de l'UNESCO.

Madeleine Gauthier a donné deux communications à des congrès scientifiques: «Différenciation de l'emploi selon les groupes d'âge: quelques comparaisons entre le Canada, l'Ontario et le Québec», Congrès mondial de sociologie, Madrid, juillet 1990; «Les difficultés des jeunes sur le marché du travail: effet de génération, d'âge ou de cohorte?», Congrès du regroupement québécois des sciences sociales, Montréal, 12 octobre 1990.

Elle a présenté un mémoire au Groupe de travail pour les jeunes à titre d'expert invité: «Les jeunes: une analyse des tendances», ministère de la Santé et des Services sociaux, Québec, 15 février 1991. Elle a fait partie d'un groupe de travail à l'initiative du Conseil pédagogique interdisciplinaire du Québec après avoir été invitée à donner une conférence sur la formation fondamentale au forum sur ce thème, Laval, 17 octobre 1990. Elle a de plus donné des conférences devant divers ministères, organismes ou universités: «Précarité d'emploi et pauvreté chez les jeunes», Groupe de professionnels du ministère de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu, Québec, 24 mai 1990; «Les valeurs des jeunes», conseil d'administration de l'Office franco-québécois pour la jeunesse, Orford, 12 novembre 1990 et Mouvement québécois des chantiers, Montréal, 7 février 1991; «Les jeunes chômeurs», séminaire au Département de sociologie de l'Université de Montréal, 7 mars 1991.

V

LES HISTOIRES RÉGIONALES

Responsable: Fernand Harvey

Le principal objectif de ce chantier est de réaliser, pour chacune des régions du Québec depuis l'origine, une synthèse historique qui tout en s'appuyant sur une méthodologie scientifique rigoureuse reste accessible au grand public. Outre ces synthèses historiques, le chantier inclut dans ses activités de recherche la réalisation d'instruments de travail, plus particulièrement une série de bibliographies régionales. Diverses activités visant à maximiser auprès du grand public et des milieux scolaires les retombées de ces travaux historiques sont également envisagées à moyen terme.

Les projets de synthèse

Deux nouveaux manuscrits sont sur le point d'être déposés au service de l'édition: l'*Histoire de l'Outaouais*, sous la direction de Chad Gaffield, professeur d'histoire à l'Université d'Ottawa, à publier en français et en anglais et l'*Histoire de la Côte-du-Sud*, dirigée par Alain Laberge, professeur au Département d'histoire de l'Université Laval.

Le projet d'histoire de la Côte-Nord, réalisé par une équipe interdisciplinaire sous la direction de Pierre Frenette, professeur d'histoire au Cégep de Baie-Comeau, en est à sa deuxième année de recherche. Le dépôt d'un manuscrit préliminaire est prévu pour janvier 1993. Pour sa part, le projet d'histoire de la Rive-Sud de Québec, sous la direction de Roch Samson, directeur de la recherche à Parcs Canada (Québec), a démarré en janvier 1991 et s'étendra, tel que prévu, sur une période de trois ans. Il en va de même du projet d'histoire de l'Abitibi–Témiscamingue, mis en marche en avril 1991, sous la direction de Odette Vincent-Domey, chercheure à l'IQRC. On trouvera en annexe, dans la

liste du personnel de l'Institut, les noms des chercheur(re)s et assistant(e)s rattaché(ée)s à chacun de ces projets d'histoire régionale.

Les bibliographies régionales

Dans le but de fournir au public, aux spécialistes des études régionales et aux équipes d'histoire régionale des instruments de travail fiables et systématiques pour leurs recherches, l'Institut a publié, parallèlement aux synthèses d'histoire régionale, une collection de bibliographies régionales compilant toutes les références importantes concernant une même région: territoire et environnement, démographie, économie, société, culture, biographies, ouvrages de références.

Aux bibliographies régionales déjà publiées dans la collection «Documents de recherche»: Île Jésus, Charlevoix, Laurentides, Côte-du-Sud, Centre du Québec/Bois-Francs, Îles-de-la-Madeleine, Gaspésie, Lanaudière, Rive-Sud de Québec (Lévis–Lotbinière) se sont ajoutées, en 1990-1991, la *Bibliographie du Haut-Saint-Laurent (Sud-ouest de la Montérégie)*, par Monique Perron, et la *Bibliographie de la Côte-Nord*, par Gaston St-Hilaire, en collaboration avec Andrée Raiche-Dussault. Les prochains titres qui seront publiés dans cette collection concernent la Mauricie et la Beauce/Etchemin.

La Bibliographie de l'histoire du Canada et du Québec

Mieux connu sous le nom d'HISCABEQ, du nom de la banque ordinolingue produite par l'Institut, le vaste projet de Bibliographie de l'histoire du Canada et du Québec se poursuit sous la direction de Paul Aubin, assisté de Louis-Marie Côté. À l'automne 1990, l'Institut publiait la quatrième tranche de cet inventaire systématique de l'historiographie canadienne et québécoise, soit les publications parues entre 1981 et 1985. Rappelons que les trois tranches antérieures déjà publiées par l'Institut couvrent les années 1946-1980. Une dernière partie couvrant les années 1986-1990 est en préparation et devrait être achevée au printemps de 1992.

Honneurs et certificats de mérite

La Société historique du Canada a remis un certificat de mérite en histoire régionale à l'IQRC pour l'ensemble des activités reliées au chantier sur les histoires régionales, à savoir sa collection d'histoires régionales et sa collection de bibliographies régionales. La SHC a ainsi voulu souligner le rôle de l'Institut dans la recherche, l'animation et la publication, en rapport avec les études régionales.

De son côté, l'Association d'études canadiennes a remis un certificat de mérite à Paul Aubin pour souligner son travail de bibliographe en études

canadiennes depuis 1967 et en particulier pour la réalisation du projet HISCA-BEQ en collaboration avec Louis-Marie Côté.

Études sur les francophones hors Québec

Parallèlement à ses activités en histoire régionale, Fernand Harvey a été chargé de présider à l'Institut un comité de recherche sur les francophones hors Québec. Ce comité est également composé de Jean Hamelin, président de la Chaire pour le développement de la recherche sur la culture d'expression française en Amérique du Nord (CEFAN) de l'Université Laval, Simon Laflamme de l'Université Laurentienne, Georges Lamy de l'IQRC, et de Marie-Hélène Bergeron, directrice du bureau de Québec de la Fédération des francophones hors Québec.

Rappelons qu'avant la constitution de ce comité, l'Institut avait déjà pris l'initiative d'organiser, à Québec en avril 1989, un premier colloque sur l'état de la recherche sur les francophones hors Québec.

Le nouveau comité s'est donc mis à la tâche pour envisager diverses activités scientifiques en rapport avec les francophones hors Québec. Le second colloque a eu lieu à l'Hôtel des Gouverneurs de Québec, les 26 et 27 avril 1991 sous le thème «Médias francophones hors Québec et identité culturelle».

Autres activités des chercheurs

Fernand Harvey a prononcé trois conférences en rapport avec l'histoire régionale: «La pratique de l'histoire régionale au Québec» (colloque de la Fédération des sociétés d'histoire du Québec, La Pocatière, 13 octobre 1990); «Le chantier sur les histoires régionales à l'IQRC» (conférence à la Société historique de Lévis–Lauzon, 24 novembre 1990); «L'histoire régionale au Québec et dans le Nord-Est de l'Ontario» (Université Laurentienne, Sudbury, 5 février 1991).

En avril 1990, Jean-Charles Fortin a été membre du jury du programme d'aide financière des Archives nationales du Québec, régions 11 et 01. Au cours de l'année 1991, il a aussi participé activement au comité de relance de la *Revue d'histoire du Bas-St-Laurent*.

En plus de participer, à titre de directrice administrative du projet d'histoire de la Rive-Sud de Québec, à diverses activités liées à la campagne de financement régionale, Diane Saint-Pierre a donné une conférence sur «Les archives paroissiales de la Côte-du-Sud» au congrès annuel de l'Association des archivistes du Québec tenu à Hull, en juin 1990. Elle a aussi présenté un exposé sur le chantier des histoires régionales de l'IQRC au Cégep Lévis–Lauzon, en octobre 1990. Diane Saint-Pierre a également été membre du jury

du programme d'aide financière des Archives nationales du Québec, en avril 1990 et membre du Comité des affaires professionnelles et de la recherche de l'Institut d'histoire de l'Amérique française.

Membre de l'exécutif du Regroupement des chercheurs en histoire des travailleurs du Québec (RCHTQ), Odette Vincent-Domey, en plus d'assumer la préparation du projet d'histoire de l'Abitibi–Témiscamingue pour le comité scientifique de l'Institut, a été membre du comité organisateur du colloque annuel du RCHTQ tenu à l'UQAM, le 26 avril 1991, sur le thème «Travail et famille à la ville et à la campagne».

Deuxième partie

ACTIVITÉS ET SERVICES

I

LES ACTIVITÉS

Responsable: Léo Jacques

Concours

Le Prix Edmond-de-Nevers a dix ans cette année. C'est une étudiante en histoire de l'art de l'Université Laval, Hélène Bourque, qui remporte la palme avec son mémoire *L'architecture domestique des faubourgs Saint-Jean et Saint-Roch avant 1845*, réalisé sous la direction de Luc Noppen, du Département d'histoire de l'art.

Présidé par Jean-François Moreau, du Département de sciences humaines de l'Université du Québec à Chicoutimi, le jury a choisi le mémoire lauréat parmi les 28 mémoires inscrits au Prix Edmond-de-Nevers 1991. Diane Desrosiers-Bonin, du Département d'études françaises de l'Université de Montréal, Johanne Daigle, du Département d'histoire de l'Université Laval, Hugues Dionne, du Département de sciences humaines de l'Université du Québec à Rimouski, et Jean-Paul Gravel, du Département de service social de l'Université de Sherbrooke, constituaient le jury.

Désireux de féliciter deux étudiantes de deuxième cycle pour la qualité de leur recherche, le jury a décerné deux mentions honorifiques:

— Hélène Naubert, *Maternité et pathologie: étude du discours médical sur la grossesse et l'accouchement au Québec, 1870-1900*. Département d'études québécoises, Université du Québec à Trois-Rivières;

— Isabelle Bourgeois, *La singularité de la trajectoire scientifique de Pierre Dansereau dans le processus d'institutionnalisation des sciences biologiques au Québec francophone, 1920-1977*. Département d'histoire, Université de Montréal.

Le Prix Edmond-de-Nevers 1991 sera remis officiellement à Hélène Bourque lors d'une cérémonie qui se tiendra à l'automne.

Expositions itinérantes

Mises en circulation par l'Institut depuis quelques années, les expositions itinérantes affichent à ce jour un calendrier impressionnant de lieux visités à travers l'ensemble du Québec et à l'étranger. Les lieux adéquats se font davantage rares; aussi la saison fût-elle écourtée, s'étendant sur les six premiers mois de l'année.

La plus ancienne des expositions, «Ulric Bourgeois (1874-1963), photographe du Québec et de la Nouvelle-Angleterre», a été visitée par les habitués de la Bibliothèque François-Bédard à Rivière-du-Loup et ceux de la Bibliothèque Félix-Leclerc à Val-Bélair.

Illustrant de larges pans de l'histoire radiophonique, l'exposition «Quelques facettes de l'histoire de la radio au Québec» a connu l'affluence du Complexe Desjardins à Montréal. La Bibliothèque François-Bédard, à Rivière-du-Loup, l'a accueillie en ses murs.

Activité d'animation très prisée, l'exposition «Du manuscrit au livre» a continué sa tournée dans les bibliothèques municipales de Saint-Luc, Saint-Eustache et Sherbrooke ainsi qu'à la bibliothèque du Cégep de Trois-Rivières.

Finalement, mentionnons que ces trois expositions ont été présentées simultanément à l'École polyvalente Chanoine Armand-Racicot à Saint-Jean-sur-Richelieu dans le cadre d'une semaine culturelle.

Salons du livre, congrès

Cette année encore, l'Institut s'est associé à diverses manifestations culturelles et scientifiques lesquelles constituent autant de moments privilégiés pour faire connaître ses travaux.

Il compte quatre participations à des Salons du livre: Montréal, Outaouais, Saguenay–Lac-Saint-Jean et Côte-Nord. Comme à l'habitude, les publications de l'Institut ont été présentées au congrès de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, à l'Université Laval; au congrès de l'Institut d'histoire de l'Amérique française, au Collège militaire de Saint-Jean. S'ajoutent à cela des événements ponctuels comme les Journées de perfectionnement des professeurs de sociologie, à l'Avenir; le congrès de la Fédération autonome du collégial, à Montréal.

À l'étranger, l'Institut a présenté ses publications aux Salons de Paris, Bruxelles et Genève.

Lancements

L'ouvrage *Archives paroissiales de la Côte-du-Sud. Inventaire sommaire* a fait l'objet d'un lancement, le 7 juin 1990, lors du Congrès annuel de l'Association des archivistes du Québec, tenu à Hull. C'est au Musée régional de Vaudreuil–Soulanges qu'on a procédé au lancement de la *Bibliographie du Haut-Saint-Laurent (Sud-ouest de la Montérégie)*, le 20 septembre 1990. Une autre bibliographie régionale fut lancée au Cégep de Sept-Îles, le 24 janvier 1991. Il s'agit de la *Bibliographie de la Côte-Nord*.

II

LES PUBLICATIONS

Responsable: Léo Jacques

Véritable miroir de la recherche réalisée à l'Institut, le catalogue des publications prend de l'ampleur. La production de cette année a donné lieu à une récolte appréciable: 19 nouveautés (dont sept rapports de recherche) et neuf réimpressions.

	Tirage	Nombre de pages	Titres
Nouveautés	**13 591**	**6 026**	**19**
Réimpressions	**3 262**	**2 624**	**9**

Mentionnons tout d'abord la parution de l'ouvrage *La société québécoise en tendances, 1960-1990* publié sous la direction de Simon Langlois, avec la collaboration de Jean-Paul Baillargeon, Guy Fréchet, Madeleine Gauthier, Gary Caldwell et Jean-Pierre Simard. À partir de séries statistiques, les auteurs donnent une vue d'ensemble des transformations du Québec contemporain. Ils présentent une suite de diagnostics sur les mutations en cours au niveau de la famille, du travail, des loisirs, de la religion, de l'éducation, de l'État, du système politique, des modes de vie et des représentations sociales. C'est la première publication d'une série visant à décrire des profils nationaux comparables.

Trois autres ouvrages, publiés hors collection, tracent chacun à leur manière des bilans et font ressortir les enjeux de demain. En premier lieu les actes du colloque du dixième anniversaire de l'Institut québécois de recherche sur la culture sont réunis sous le titre *La société québécoise après 30 ans de changements*. Devant le blocage de nos institutions et notre impuissance à percevoir les nouvelles formes d'inégalités sociales, les auteurs de cet ouvrage, dirigé par Fernand Dumont, nous proposent des voies de réflexion qui éclairent les changements survenus dans les genres de vie, les mœurs et les rapports

sociaux. Ces analyses renouvellent en somme notre faculté de lecture de la société québécoise.

Un portrait de la situation dans le monde de l'éducation ouvert sur l'avenir est esquissé dans l'ouvrage *L'éducation, 25 ans plus tard! et après?*, dirigé par Fernand Dumont et Yves Martin. Une vingtaine de spécialistes font le bilan de ce dernier quart de siècle et précisent les perspectives à développer en matière de démocratisation scolaire, d'égalisation des chances, d'accueil des jeunes dans leurs différences, de formation fondamentale, de revalorisation du statut de l'enseignement.

Des points de vue contrastés sur la famille contemporaine sont contenus dans l'ouvrage dirigé par Denise Lemieux et paru sous le titre *Familles d'aujourd'hui*. Cet ouvrage situe les changements survenus dans les structures et les comportements familiaux. Des chercheurs et des intervenants révèlent l'apparition de nouveaux clivages sociaux et mettent en lumière l'ambivalence des pouvoirs publics vis-à-vis la famille. Leurs analyses mettent à jour les conditions de vie des familles d'aujourd'hui.

Deux nouveaux titres s'ajoutent à la collection Diagnostic qui fait le point sur des questions brûlantes d'actualité. L'économiste Diane-Gabrielle Tremblay signe *L'emploi en devenir*. Elle dégage les tendances dominantes de l'évolution de l'emploi tout en faisant ressortir les causes et les conséquences de la flexibilité du travail et de la précarité de l'emploi. En conclusion, elle propose des pistes alternatives susceptibles d'assurer l'avenir de l'emploi au Québec. Pour sa part, le journaliste Laurent Laplante parle de la fonction de la police dans le Québec contemporain et questionne son influence sur l'ensemble de notre vie collective, dans un petit livre intitulé *La police et les valeurs démocratiques*. Ce douzième volume de la collection Diagnostic illustre les enjeux du dialogue entre la police et la société.

La collection Questions de culture compte un nouveau titre: *La participation politique: leçons des dernières décennies*, sous la direction de Jacques T. Godbout. Cet ouvrage collectif envisage le présent et l'avenir de la participation dans une démocratie représentative. Les auteurs analysent les expériences de participation qui, des comités de citoyens aux CLSC et aux expériences plus récentes de consultation publique, ont marqué le Québec.

Une étude sur le bénévolat féminin est parue dans la collection Edmond-de-Nevers sous le titre *Travail d'ombre et de lumière. Le bénévolat féminin à l'Hôpital Sainte-Justine, 1907-1960*. À partir de sources orales et écrites, l'auteure Aline Charles reconstitue l'histoire des femmes bénévoles de cet hôpital montréalais fondé par des femmes et administré exclusivement par des femmes laïques et bénévoles jusqu'aux années 1960.

Un autre ouvrage portant sur le bénévolat a été publié dans la collection Documents de recherche. Il s'agit de l'étude de Marie-Marthe T. Brault, *Le travail bénévole à la retraite*. À partir des témoignages de personnes retraitées,

l'auteure examine les modalités d'insertion sociale qu'offre le travail volontaire et gratuit à la population du troisième âge.

Dans cette même collection, deux nouvelles bibliographies régionales ont été publiées. La *Bibliographie du Haut-Saint-Laurent (Sud-Ouest de la Montérégie)* a été réalisée par Monique Perron, avec la collaboration de Luc Boisvert et Roland Viau. L'autre bibliographie portant sur la région de la Côte-Nord a été signée par Gaston Saint-Hilaire, avec la collaboration de Andrée Raiche-Dussault.

Un autre instrument de travail d'envergure a fait l'objet d'une publication. La quatrième tranche de la *Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada*, de Paul Aubin et Louis-Marie Côté offre un inventaire exhaustif de 29 000 titres parus entre 1981 et 1985. À ce jour, cette bibliographie dispose d'un corpus de plus de 100 000 références, s'étendant de 1946 à 1985.

Finalement, une nouvelle série regroupant des rapports de recherche a connu un bon départ avec sept titres:

— Johanne Bujold, *Utilisation des centres d'emploi du Canada par les étudiants*;

— Madeleine Gauthier et Jean-Pierre Simard, *L'intégration des jeunes en emploi au Québec en 1986*;

— Sophie-Laurence Lamontagne, *Problèmes actuels de la condition féminine*;

— Madeleine Gauthier, *L'insertion de la jeunesse québécoise en emploi*;

— Jean-Paul Baillargeon, *Vers un système de statistiques sur les industries culturelles de la francophonie. État général de la situation et propositions d'une première étape de réalisation*;

— Madeleine Gauthier, *L'insertion de la jeunesse canadienne en emploi*;

— Guy Fréchet et Michel Bernier, *Les perceptions des difficultés d'insertion sur le marché du travail, les raisons de quitter un emploi et l'inemployabilité dans l'Enquête sur l'activité*.

III

STRUCTURES ET INFRASTRUCTURES

États financiers

En 1990-1991, le gouvernement du Québec a versé à l'Institut une subvention de base de 2 253 200 $. Cette contribution permettait de rétablir le niveau de financement à celui de 1988-1989 avec une indexation équivalente à l'augmentation des coûts.

Il faut se rappeler toutefois que la subvention de 1989-1990 avait été réduite à 1 714 100 $ lors de la compression des crédits en décembre 1989.

Le découvert de trésorerie causé par la compression de 423 500 $ n'a pas été renfloué en 1990-1991. Les conséquences ont été difficiles à vivre: manque de liquidités, paiement de frais bancaires et utilisation des réserves provenant des campagnes de financement dans les régions.

Les revenus autonomes générés par des subventions et des contrats de recherche sont passés de 624 265 $ à 812 577 $, une augmentation de 30,16 %.

Au total, les revenus globaux ont augmenté de 25,17 %.

Au chapitre des dépenses, il y a eu une augmentation de 1,59 %. Le contrôle des engagements budgétaires a permis de terminer l'année avec un surplus de 59 257 $ qui a été appliqué au déficit de 113 120 $ de l'année précédente.

En 1991-1992, l'Institut s'est engagé à résorber entièrement le déficit final de 53 863 $.

L'année financière 1991-1992 débutera avec un report de revenus de subventions et de contrats de recherche de 132 649 $.

Le financement

Comme en 1989-1990, le système de partenariat a donné des résultats intéressants malgré la rareté des ressources dévolues à la recherche dans les milieux gouvernementaux.

Au niveau du gouvernement fédéral, nos ententes de cofinancement se sont poursuivies avec le Secrétariat d'État, Emploi et Immigration Canada, Statistique Canada, Multiculturalisme et Citoyenneté Canada, les ministères des Communications et des Affaires extérieures et le CRTC.

Au Québec, les ministères de l'Éducation, des Communautés culturelles et de l'Immigration, des Communications, des Affaires culturelles, de la Santé et des Services sociaux, le Secrétariat aux affaires intergouvenementales canadiennes, le ministère des Affaires internationales ainsi que le ministère de la Main-d'œuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle ont participé à nos travaux.

Au plan international, la France, la Communauté française de Belgique, l'ACCT ont fourni des ressources financières. Un dossier a également été présenté à l'UNESCO. L'Institut a obtenu des subventions de recherche du Conseil québécois de la recherche sociale. Le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada a jugé opportun d'exclure l'Institut de ses programmes de subventions en déclarant qu'il ne subventionne que les établissements universitaires.

Plusieurs chercheurs ont été, durant l'année, l'objet d'un prêt de services du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, du ministère de la Main-d'œuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, de l'Université de Montréal, de l'UQAM, de l'UQAR, de l'UQAH, de l'UQAT, de l'Université d'Ottawa et de l'Université Laval.

De plus, des chercheurs du CNRS d'Ivry, de l'Université libre de Bruxelles, des facultés universitaires Notre-Dame-de-la-Paix de Namur, des universités de Ouagadougou et de Bujumbura ont généreusement accepté de se joindre, sous l'égide de l'ACCT, au projet dirigé par l'Institut sur le cadre juridique et réglementaire pour une meilleure circulation des produits culturels francophones.

Pour les projets d'histoires régionales, le système de levées de fonds s'est poursuivi en Côte-du-Sud et en Outaouais. Sur la Côte-Nord, l'objectif est atteint à 72 %. Les deux nouvelles campagnes de financement qui ont débuté au cours de l'année en Abitibi–Témiscamingue et sur la Rive-Sud de Québec sont très bien engagées malgré la récession économique.

Le fonds de dotation

Le solde du fonds de dotation a atteint 445 107 $ en 1990-1991, une augmentation de 13,05 %. La situation des taux d'intérêts élevés a été avantageuse.

Les activités des instances

Les membres du Conseil d'administration se sont rencontrés à cinq reprises alors que le Comité exécutif a tenu quatre réunions.

Leurs discussions ont porté principalement sur les questions suivantes:

— le statut de l'IQRC;

— états financiers 1989-1990;

— rôle et fonctionnement du Comité scientifique;

— orientations et prévisions budgétaires;

— direction de l'Institut;

— évaluation des chantiers;

— nomination des responsables de chantier;

— nomination des chercheurs associés;

— nomination au Comité scientifique;

— postes réguliers de chercheurs;

— accès à la permanence pour les chercheurs;

— directive concernant les frais de voyages et d'assignation du personnel;

— directive concernant la disposition de surplus de livres;

— incorporation du service des publications;

— élection des membres du Comité exécutif.

Les membres du Comité scientifique ont été convoqués à trois reprises pour examiner de nouveaux projets de recherche et faire le point sur l'état de la recherche à l'Institut.

Troisième partie

DOCUMENTS

DOCUMENT I

LA LOI CONSTITUANT L'INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE SUR LA CULTURE

(Lois du Québec, 1979, chapitre 10; sanctionnée le 22 juin 1979;
Lois du Québec, 1985, chapitre 30; sanctionnée le 20 juin 1985;
Lois du Québec, 1987, chapitre 11; sanctionnée le 26 mars 1987)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

CONSTITUTION ET COMPOSITION DE L'INSTITUT

Constitution.

1. Un organisme, ci-après appelé «l'Institut», est créé sous le nom de «l'Institut québécois de recherche sur la culture».

Pouvoirs d'une corporation.

2. L'Institut est une corporation au sens du Code civil et il est investi des pouvoirs généraux d'une telle corporation et des pouvoirs particuliers que la présente loi lui confère.

Mandataire du gouvernement.

3. L'Institut jouit des droits et privilèges d'un mandataire du gouvernement.

Domaine public.

Les biens de l'Institut font partie du domaine public mais l'exécution de ses obligations peut être poursuivie sur ses biens.

Responsabilité.

L'Institut n'engage que lui-même lorsqu'il agit en son propre nom.

Siège social.

4. L'Institut a son siège social à l'endroit déterminé par le gouvernement; un avis de la situation ou de tout changement du siège social est publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Bureaux et séances.

L'Institut peut établir des bureaux aux endroits qu'il détermine; il peut tenir ses séances à tout endroit du Québec.

Composition.

5. L'Institut est formé de neuf membres nommés par le gouvernement, dont cinq après consultation des milieux intéressés par les recherches sur les phénomènes culturels.

Chercheurs de l'Institut.

Au moins trois des membres sont nommés parmi les chercheurs de l'Institut.

Président.

6. Le gouvernement nomme le président-directeur général de l'Institut parmi les membres de ce dernier.

Vice-président.

Les membres de l'Institut désignent, parmi les membres qui n'exercent pas la fonction de président-directeur général, un vice-président.

Fonctions du président.

Le président-directeur général préside les réunions de l'Institut et assume les autres fonctions que l'Institut lui assigne par règlement.

7. Le président-directeur général est responsable de l'administration de l'Institut dans le cadre de ses règlements.

8. L'article 8 de cette loi est abrogé.

Mandat.

9. Le président-directeur général est nommé pour une période qui ne peut excéder cinq ans et les autres membres de l'Institut sont nommés pour quatre ans.

Mandat.

Toutefois, à l'exception du président-directeur général, trois des premiers membres sont nommés pour trois ans.

Renouvellement.

Le mandat d'un membre ne peut être renouvelé consécutivement qu'une seule fois.

Frais et allocation.

10. Les membres de l'Institut autres que le président-directeur général ne sont pas rémunérés. Toutefois, ils ont droit au remboursement des frais justifiables engagés par eux dans l'exercice de leurs fonctions et ils reçoivent une allocation de présence fixée par le gouvernement.

Rémunération, etc.

11. Le gouvernement fixe la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail du président-directeur général.

Nomination du personnel.

12. L'Institut peut nommer un secrétaire ainsi que tout autre employé requis pour ses opérations. Il peut, pour l'exécution de ses travaux, retenir les services de chercheurs et d'experts à titre d'employés ou autrement.

Rémunération, etc.

La rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail du secrétaire, des employés, des chercheurs et des experts sont fixés par l'Institut et approuvés par le gouvernement.

Fonctions continuées.

13. À la fin de leur mandat, les membres de l'Institut demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

Vacance.

Sauf dans le cas du président-directeur général, toute vacance survenant au cours de la durée d'un mandat est comblée pour la durée non écoulée du mandat du membre à remplacer en suivant le mode de nomination prévu à l'article 5.

Incapacité du président.

14. En cas de vacance ou d'incapacité d'agir du président-directeur général, le vice-président agit comme président-directeur général jusqu'à ce que soit nommé un nouveau président-directeur général ou pendant que dure son incapacité.

15. L'article 15 de cette loi est abrogé.

Quorum.

16. Le quorum de l'Institut est de cinq membres dont le président-directeur général ou le vice-président. En cas de partage égal des voix, le président-directeur général ou, en son absence, le vice-président dispose d'une voix prépondérante.

Conflit d'intérêt.

17. Le président-directeur général de l'Institut ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans toute entreprise qui met en conflit son intérêt personnel et celui de l'Institut. Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou par donation à condition qu'il y renonce ou qu'il en dispose avec toute la diligence possible.

Employés visés.

Tout employé de l'Institut est assujetti au premier alinéa dans les cas prévus par règlement de l'Institut.

Révélation d'intérêt.

Tout autre membre ayant un intérêt dans une entreprise doit, sous peine de déchéance de sa charge, le révéler par écrit au président-directeur général et s'abstenir de participer à toute délibération et à toute décision portant sur l'entreprise dans laquelle il a un intérêt.

Réglementation.

18. L'Institut peut faire des règlements pour sa régie interne et l'exercice de ses pouvoirs et notamment pour:

a) constituer un comité exécutif, en déterminer les fonctions et les pouvoirs, et fixer la durée du mandat de ses membres;

b) déterminer les fonctions et pouvoirs du président-directeur général, du vice-président et des autres employés de l'Institut;

c) créer une catégorie de membres affiliés à l'Institut qui n'ont pas droit de vote et ne participent pas à son administration, déterminer leurs conditions d'admission ainsi que leurs droits et obligations;

d) créer des fonds de dotation à même les sommes reçues par don, legs, subvention ou autre forme de contribution, à l'exception de celles octroyées par le gouvernement, ses ministères ou organismes, et déterminer les modes d'administration et de disposition de ces fonds.

Publication.

Les règlements de l'Institut adoptés en vertu du présent article sont publiés dans la *Gazette officielle du Québec*.

Authenticité des procès-verbaux.

19. Les procès-verbaux des séances de l'Institut, approuvés par celui-ci et certifiés conformes par le président-directeur général ou par toute autre personne autorisée à le faire par les règlements de régie interne de l'Institut, sont authentiques. Il en est de même des documents ou des copies émanant de l'Institut ou faisant partie de ses archives lorsqu'ils sont ainsi certifiés.

SECTION II

FONCTIONS ET POUVOIRS DE L'INSTITUT

Objets.

20. L'Institut a pour objets, en vue de contribuer au développement culturel du Québec, d'effectuer, d'encourager et de soutenir des recherches et des études sur les divers aspects des phénomènes culturels.

Pouvoirs.

21. Dans la poursuite de ses objets, l'Institut peut notamment:

a) concevoir et réaliser les plans et les programmes de recherche nécessaires pour mieux comprendre les transformations de la culture au Québec;

b) promouvoir la collaboration et la concertation des chercheurs travaillant dans le domaine des recherches et des études sur la culture;

c) mettre à la disposition des chercheurs des services et des informations utiles à la réalisation des recherches et des études sur la culture;

d) tenir des réunions, colloques ou séances d'information et publier les résultats des études et recherches de l'Institut ou d'autres organismes poursuivant des buts similaires;

e) concourir, par les résultats de ses études et recherches, et par ses prévisions et ses avis, à l'élaboration et à la révision des politiques culturelles.

Pouvoirs avec autorisation du gouvernement.

22. L'Institut ne peut sans l'autorisation du gouvernement:

a) conclure, conformément à la Loi du ministère des affaires intergouvernementales (1974, chapitre 15), un accord avec tout gouvernement ou organisme gouvernemental;

b) contracter un emprunt qui porte le total des sommes empruntées par lui et non encore remboursées au-delà du montant déterminé par le gouvernement;

c) acquérir des immeubles ou en disposer;

d) prendre un engagement financier pour une somme excédant le montant déterminé par le gouvernement.

Actes prohibés.

23. L'Institut ne peut acquérir des actions d'une autre corporation, ni exploiter des entreprises commerciales. Il ne peut accorder des prêts, des dons ou des subventions.

Acceptation de dons, etc.

24. L'Institut peut recevoir et accepter des dons, legs, subventions ou toute autre contribution.

Autorisation du gouvernement.

Il ne peut cependant accepter des dons, legs, subventions ou autres contributions auxquels sont attachées des charges ou conditions, si ce n'est du gouvernement du Québec, ses ministères ou organismes, sans l'autorisation du gouvernement.

Exécution de mandat.

25. Dans la poursuite de ses objets, l'Institut doit exécuter tout mandat spécifique que lui confie, avec l'approbation du gouvernement, le ministre chargé de l'application de la présente loi.

Dépôt.

Un tel mandat doit être déposé devant l'Assemblée nationale dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement. Si le mandat est approuvé alors que l'Assemblée nationale ne siège pas, il doit être déposé devant elle dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux, selon le cas.

Publication.

L'Institut doit publier les résultats de toute recherche qui lui est confiée par le ministre en vertu des alinéas précédents.

SECTION III

DISPOSITIONS FINANCIÈRES

[Cette section a été abrogée par la Loi 149 adoptée le 26 mars 1987.]

SECTION IV

DISPOSITIONS DIVERSES

Exercice financier.

29. L'exercice financier de l'Institut se termine le 31 mars de chaque année.

Rapport.

30. L'Institut doit, à l'expiration des quatre mois qui suivent la fin de son exercice financier, faire au ministre chargé de l'application de la présente loi un rapport de ses activités pour son exercice financier précédent. Ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le ministre peut prescrire.

Dépôt.

31. Le ministre dépose le rapport de l'Institut devant l'Assemblée nationale dans les trente jours suivant sa réception. S'il le reçoit alors que l'Assemblée nationale ne siège pas, il le dépose dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou, selon le cas, dans les quinze jours de la reprise de ses travaux.

Vérification.

32. Les livres et comptes de l'Institut sont vérifiés chaque année par le vérificateur général et chaque fois que le décrète le gouvernement. Ses rapports doivent accompagner le rapport annuel de l'Institut.

Ministre responsable.

33. Le gouvernement charge un ministre de l'application de la présente loi.

1973, c.12, a. 2, mod.

34. L'article 2 du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (1973, chapitre 12), modifié par l'article 1 du chapitre 9 des lois de 1974, par l'article 47 du chapitre 41 des lois de 1975, par l'article 9 du chapitre 51 des lois de 1976, par l'article 1 du chapitre 21 et par l'article 232 du chapitre 68 des lois de 1977 et par l'article 105 du chapitre 7, l'article 31 du chapitre 38, l'article 25 du chapitre 18, l'article 31 du chapitre 24 et l'article 53 du chapitre 64 des lois de 1978, est de nouveau modifié par l'addition, après le paragraphe 15° du premier alinéa, du suivant:

«16° au président, au directeur général et aux employés de l'Institut québécois de recherche sur la culture.»

Entrée en vigueur.

35. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement.

DOCUMENT II

LES RÈGLEMENTS GÉNÉRAUX
(Publiés à la *Gazette officielle du Québec* le 27 janvier 1982; modifiés le 19 juin 1985 et le 23 mars 1990)

Avis

Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture (L.R.Q. chap. I-13.2).

Règlements généraux

Veuillez prendre avis que le Conseil de l'Institut québécois de recherche sur la culture, à sa séance du 23 mars 1990, a adopté ses règlements généraux, conformément à l'article 18 de la Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture (L.R.Q. chap. I-13.2).

Le secrétaire général,
Léo Jacques

Québec, le 2 avril 1990

Règlements généraux

Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture (L.R.Q. chap. I-13.2).

SECTION I

DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les expressions et mots suivants signifient:

«Institut»: l'«Institut québécois de recherche sur la culture»;

«Conseil»: l'«assemblée des membres de l'Institut»;

«Loi»: la «Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture» (L.R.Q. chap. I-13.2);

«Ministre»: le «ministre chargé de l'application de la loi».

2. Sceau: le sceau de l'Institut est celui dont l'empreinte apparaît ci-dessous.

3. Un exercice financier de l'Institut débute le 1er avril et se termine le 31 mars de l'année suivante.

SECTION II

CONSEIL

4. Le Conseil exerce les droits et pouvoirs de l'Institut.

5. Les pouvoirs suivants sont de la compétence exclusive du Conseil:

1° établir des bureaux de l'Institut;
2° faire des règlements de régie interne de l'Institut;
3° nommer les membres affiliés;
4° en conformité de la loi, a. 22, conclure un accord avec un gouvernement ou un organisme gouvernemental; contracter un emprunt qui porte le total des sommes empruntées par lui et non encore remboursées au-delà du montant déterminé par le gouvernement; acquérir des immeubles ou en disposer; prendre un engagement financier pour une somme excédant le montant déterminé par le gouvernement;
5° décider des orientations et approuver le plan de développement de l'Institut;
6° approuver les prévisions budgétaires;
7° approuver les états financiers;
8° approuver le rapport des activités destiné au ministre et à l'Assemblée nationale;
9° nommer les membres du comité exécutif, en conformité de l'article 10;
10° autoriser tout contrat excédant 150 000 $;
11° fixer des mandats au comité exécutif.

6. Les séances du Conseil ont lieu aussi souvent que l'intérêt de l'Institut l'exige mais au moins quatre fois par année, au siège social ou à tout endroit du Québec fixé par la convocation.

Nonobstant l'alinéa précédent, des réunions du Conseil peuvent être tenues sous la forme de «conférences téléphoniques».

Dans ces cas, nonobstant le paragraphe 1 de l'article 9, le scrutin, lorsqu'il est requis, doit être exprimé clairement.

7. Les membres sont convoqués par le secrétaire général à la demande du président-directeur général ou lorsque quatre membres en font la demande par écrit.

8. Le secrétaire général expédie à chaque membre du Conseil, au moins cinq jours francs avant chaque réunion, un avis écrit de convocation accompagné du projet de compte rendu de la réunion précédente et d'un projet d'ordre du jour. Il peut aussi transmettre un tel avis, sans les projets de compte rendu et l'ordre du jour, par télégramme.

9. Les décisions du Conseil sont prises à la majorité absolue des voix exprimées des membres présents; en cas de partage égal des voix, le président-directeur général dispose d'une voix prépondérante.

Toutefois, toute modification ou abrogation d'un règlement doit être annoncée dans la convocation et adoptée à la majorité absolue des membres en fonction.

Nul ne peut se faire représenter, ni exercer son droit de vote par procuration à une assemblée du Conseil.

Le vote est pris à main levée. Cependant, un membre peut demander le vote au scrutin secret.

À moins qu'un scrutin n'ait été requis, une déclaration du président du Conseil à l'effet qu'une résolution a été adoptée ou rejetée et une entrée au compte rendu à cet effet, constituent une preuve prima facie de l'adoption ou du rejet de cette résolution sans qu'il soit nécessaire de prouver la quantité ou proportion des votes enregistrés.

Une résolution du Conseil qui porte la signature de tous les membres en fonction a la même validité que si elle avait été adoptée lors d'une réunion.

SECTION III

COMITÉ EXÉCUTIF

10. Le comité exécutif est composé du président du Conseil et de trois autres membres du Conseil, désignés par ce dernier et nommés pour un an, ainsi que du directeur de l'administration et du secrétaire général.

11. Le président-directeur général préside le comité exécutif. En son absence, un président est choisi par les membres présents.

12. Le comité exécutif exerce les droits et pouvoirs suivants:

1° recommande au Conseil d'établir des bureaux de l'Institut;
2° recommande au Conseil l'approbation des règlements de régie interne de l'Institut;
3° soumet au Conseil tout projet d'accord avec un gouvernement ou un organisme gouvernemental; tout projet d'emprunt portant le total des sommes empruntées par lui et non encore remboursées au-delà du montant déterminé par le gouvernement, tout projet d'acquérir des immeubles ou d'en disposer et tout projet d'engagement financier pour une somme excédant le montant déterminé par le gouvernement;
4° recommande au Conseil l'approbation du plan de développement de l'Institut;
5° recommande au Conseil l'approbation des prévisions budgétaires;
6° recommande au Conseil l'approbation des états financiers;
7° soumet au Conseil un projet de rapport des activités destiné au ministre et à l'Assemblée nationale;
8° autorise tout contrat excédant 100 000 $ et recommande au Conseil l'approbation de tout contrat excédant 150 000 $;
9° crée des fonds de dotation et détermine les modes d'administration et de disposition de ces fonds;
10° fixe les normes et barèmes de rémunération des employés;
11° avec l'agrément du Conseil, nomme les cadres de l'Institut et les responsables de chantier;
12° nomme les chercheurs associés, dont il fixe les conditions de participation;
13° nomme les membres du comité scientifique, en conformité de l'article 13, et désigne un secrétaire du comité;
14° fait rapport de ses activités au Conseil.

SECTION IV

COMITÉ SCIENTIFIQUE

13. Le comité scientifique est composé d'au moins six membres dont:

1° le directeur scientifique;
2° les responsables de chantier, pour la durée de leur mandat;
3° les deux personnes désignées par et parmi le personnel de recherche pour un mandat de un (1) an.

Le directeur administratif et le secrétaire général participent aux réunions sans voix délibérante.

Le comité scientifique peut inviter toute personne à participer à ses travaux.

14. Le comité scientifique assiste le président-directeur général dans l'élaboration du programme de recherche; il approuve les projets de recherche et il en évalue les résultats et les retombées; il évalue périodiquement l'état de la recherche et des projets de recherche à l'Institut.

15. Les décisions du comité scientifique sont prises en conformité des dispositions de l'article 9.

SECTION V

LE PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

16. Le président directeur-général exerce les pouvoirs et les fonctions que lui confèrent la loi et les règlements de régie interne. Il est le directeur scientifique de l'Institut.

Notamment, le président-directeur général,

1° préside les réunions du Conseil;
2° préside le comité exécutif;
3° préside le comité scientifique;
4° soumet au comité exécutif le plan triennal de développement, comprenant le programme de recherche, les programmes d'activités autres que la recherche, et le plan triennal de financement;

5° coordonne l'élaboration du programme de recherche, qu'il présente au comité scientifique;
6° est responsable de la mise en œuvre et de la réalisation du programme de recherche;
7° présente les projets de recherche au comité scientifique et en recommande l'adoption;
8° voit à la coordination des activités de recherche et à la concertation des chercheurs;
9° est responsable de l'évaluation des projets de recherche; il fait, à ce sujet, toutes les recommandations appropriées au comité scientifique;
10° recommande au comité exécutif la nomination des cadres et des responsables de chantier, et les barèmes de leur rémunération.

17. En l'absence du président-directeur général, le vice-président préside les réunions du Conseil.

18. En cas de vacance ou d'incapacité d'agir du directeur scientifique, le Conseil nomme un directeur scientifique par intérim.

SECTION VI

LE DIRECTEUR ADMINISTRATIF

19. Sous l'autorité du président-directeur général, le directeur administratif exerce les pouvoirs et les fonctions que lui confèrent les règlements de régie interne.

Notamment, le directeur administratif,

1° administre les affaires de l'Institut;
2° participe, sans voix délibérante, aux séances du Conseil;
3° autorise tout contrat n'excédant pas 100 000 $, sous réserve du paragraphe 11 de l'article 20, et recommande au comité exécutif l'approbation de tout contrat excédant 100 000 $;
4° prépare et soumet au comité exécutif le plan de financement annuel de l'Institut;
5° prépare et soumet au comité exécutif les prévisions budgétaires de l'Institut;
6° est responsable des services aux équipes de recherche et des services requis pour le bon fonctionnement du siège social et des bureaux de l'Institut;
7° est responsable de la recherche de subventions et commandites pour les projets de recherche;
8° est responsable dans le champ de ses compétences des relations avec les partenaires associés aux travaux de l'Institut.

SECTION VII

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

20. Sous l'autorité du président-directeur général, le secrétaire général exerce les pouvoirs et les fonctions que lui confèrent les règlements de régie interne.

Notamment, le secrétaire général,

1° est secrétaire du Conseil et du comité exécutif; il participe, sans voix délibérante, aux séances du Conseil;
2° convoque les membres du Conseil et du comité exécutif;
3° dresse les comptes rendus;
4° peut certifier conformes les comptes rendus du Conseil et tout autre document ou copie émanant de l'Institut ou faisant partie de ses archives;
5° constitue les archives;
6° coordonne la préparation du rapport annuel;
7° est responsable des communications avec les milieux extérieurs;
8° élabore le programme des activités autres que la recherche et en assure la mise en œuvre;
9° élabore le programme des publications et en assure la mise en œuvre, et préside le comité consultatif des publications;
10° dépose le programme de publications au comité exécutif et au comité scientifique;

11° autorise tout contrat n'excédant pas 100 000 $, dans les domaines relevant de sa responsabilité.

SECTION VIII

LE DIRECTEUR DU PERSONNEL

21. Sous l'autorité du président-directeur général, le directeur du personnel exerce les pouvoirs et les fonctions que lui confèrent les règlements de régie interne.

Notamment, le directeur du personnel,

1° recommande au comité exécutif l'approbation des normes et barèmes de rémunération des employés autres que les cadres;
2° recommande au comité exécutif l'approbation des conditions de travail des salariés membres du personnel de recherche et des autres employés de l'Institut;
3° sous réserve du paragraphe 12 de l'article 12, engage les membres du personnel et fixe leurs conditions de travail.

SECTION IX

LE PERSONNEL DE RECHERCHE

22. Le personnel de recherche est constitué d'employés salariés ou de collaborateurs externes.

23. Les employés salariés se répartissent dans les catégories suivantes:

a) chercheur catégorie I
chercheur catégorie II
chercheur catégorie III
chercheur catégorie IV
b) assistant de recherche catégorie I
assistant de recherche catégorie II
c) étudiant catégorie I
étudiant catégorie II

24. Les collaborateurs externes sont des chercheurs qui, à titre bénévole, participent aux activités de l'Institut.

Ils peuvent être nommés chercheurs associés lorsque leurs responsabilités et la durée de leur participation le justifient.

Un contrat stipule les conditions et la durée de leur association avec l'Institut.

25. Le directeur de projet est un chercheur à qui ont été confiés la responsabilité d'un projet et l'encadrement du personnel affecté à ce projet.

Le directeur de projet relève habituellement d'un responsable de chantier; il peut cependant arriver qu'il relève d'une autre personne désignée par le directeur scientifique.

26. Le responsable de chantier est un chercheur à qui ont été confiées la coordination et la direction générale (planification, réalisation, évaluation) de l'ensemble des projets de recherche regroupés sous un thème défini et constituant un chantier.

Sous l'autorité du président-directeur général, le responsable de chantier exerce les pouvoirs et fonctions que lui confèrent les règlements de régie interne.

Notamment, le responsable de chantier,

1° dirige et supervise les travaux exécutés dans son chantier;
2° fournit à la direction de l'Institut tous les documents nécessaires à la planification des recherches, des activités connexes, et à l'évaluation des projets du chantier;
3° recommande au directeur du personnel l'engagement de l'effectif nécessaire à l'exécution des travaux en conformité des prévisions budgétaires autorisées;
4° évalue périodiquement le personnel de recherche sous sa responsabilité;
5° veille au contrôle des dépenses reliées à la réalisation des travaux et en rend compte au directeur administratif.

27. Au moins quatre (4) fois par année, le responsable de chantier tient une assemblée du personnel de recherche affecté à son chantier.

L'assemblée du chantier est consultée au moment de l'élaboration du programme de recherche du chantier.

SECTION X

DISPOSITIONS FINALES

28. Les présents Règlements généraux remplacent les Règlements généraux adoptés par le Conseil de l'Institut le 19 juin 1985 et publiés à la *Gazette officielle du Québec* du 2 octobre 1985.

29. Les présents Règlements généraux entrent en vigueur le jour de leur adoption par le Conseil de l'Institut.

DOCUMENT III

LES RÈGLEMENTS DU FONDS DE DOTATION
(Publiés à la *Gazette officielle du Québec* le 7 janvier 1987)

SECTION I

GÉNÉRALITÉS

Création

1. Un fonds de dotation de l'Institut a été créé en vertu de l'article 18 de la loi de l'Institut (L.Q. 1979, c. 10; 1985, c. 30). Une résolution du comité exécutif en a sanctionné la création le 27 mars 1981.

Objectifs

2. Ce fonds de dotation est destiné à recueillir des sommes reçues par don, legs, subvention ou autre forme de contribution à l'Institut dans les buts de favoriser son développement.

Propriété

3. Ce fonds de dotation est la propriété de l'Institut.

Nature du fonds

4. Les dons destinés au fonds de dotation sont remis à l'Institut en espèces, ou sous forme de valeurs monnayables appropriées aux fins de l'Institut. Les objets offerts à l'Institut doivent avoir été évalués par des experts avant d'être acceptés par l'Institut.

Accumulation des fonds

5. Les avoirs du fonds de dotation ne peuvent en être extraits. Seuls les bénéfices du fonds peuvent être utilisés aux fins de l'Institut.

Usage de l'usufruit

6. Les bénéfices du fonds de dotation ne sont l'objet d'aucune restriction quant à leur utilisation aux fins de l'Institut. Cependant, hormis en ce qui a trait à l'article 10 de ce règlement, l'Institut se réserve l'usage de l'usufruit du fonds exclusivement à des fins de recherche ou de réalisation d'activités scientifiques connexes (séminaires, symposiums, colloques, publications, etc.).

SECTION II

ADMINISTRATION

Conseil du fonds

7. L'administration du fonds est confiée à un Conseil du fonds, composé du directeur général, du secrétaire général, du directeur administratif auquel est confiée la gestion courante et distincte du fonds, et de quatre (4) représentants des donateurs nommés pour un maximum de deux (2) années par le Conseil de l'Institut, sur recommandation du comité exécutif.

Notamment, il revient au Conseil du Fonds,

a) de définir la politique de placement et de gestion;

b) de vérifier la gestion du fonds;

c) d'assurer l'augmentation des avoirs du fonds de dotation;

d) de verser annuellement à l'Institut les bénéfices retirés, dans les soixante (60) jours suivants le début d'un exercice financier (1er avril au 31 mars);

e) de présenter au comité exécutif de l'Institut un rapport annuel de ses activités dans les soixante (60) jours suivant la fin d'une année financière.

Avis et recommandations

8. En outre, le Conseil peut donner ses avis à l'Institut quant à l'utilisation des bénéfices du fonds et faire au comité exécutif toute recommandation qu'il jugera appropriée.

Président

9. Le Conseil de l'Institut choisit le président du Conseil du fonds parmi les représentants des donateurs. Le Conseil du fonds se réunit au moins trois (3) fois par année à la convocation de son président.

Frais imputables

10. Les frais de constitution, d'administration et de gestion du fonds sont imputables au fonds de dotation.

DOCUMENT IV

LES ÉTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

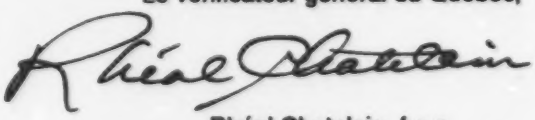
RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan de l'Institut québécois de recherche sur la culture au 31 mars 1991 ainsi que l'état des revenus et dépenses et du déficit et l'état de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Institut. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de l'Institut au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 10 mai 1991

INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE SUR LA CULTURE

REVENUS ET DÉPENSES ET DÉFICIT
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

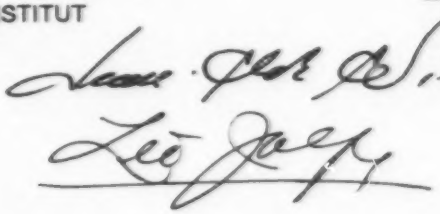
	1991	1990
REVENUS		
Subvention du gouvernement du Québec	2 253 200 $	1 714 100 $
Subventions pour la recherche (note 3)	812 577	624 265
Subventions à l'édition	10 383	16 555
Intérêts sur dépôts à terme	1 193	11 519
Ventes de publications	129 812	179 824
Autres	812	16 478
	3 207 977	2 562 741
DÉPENSES (note 4)		
Recherche	2 818 330	2 784 700
Administration	330 390	314 577
	3 148 720	3 099 277
REVENU NET (PERTE NETTE)	59 257	(536 536)
(DÉFICIT) EXCÉDENT AU DÉBUT	(113 120)	423 416
DÉFICIT À LA FIN	53 863 $	113 120 $

INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE SUR LA CULTURE

BILAN
AU 31 MARS 1991

	1991	1990
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	14 914 $	18 168 $
Débiteurs	61 206	75 568
Subventions à recevoir (note 5)	110 945	193 243
Stocks	157 367	154 205
Travaux en cours	4 366	11 028
Frais payés d'avance	7 862	431
	356 660	452 643
Immobilisations (note 6)	163 715	173 300
	520 375 $	625 943 $
FONDS DE DOTATION (note 7)	445 107 $	393 712 $
PASSIF		
À court terme		
Emprunt bancaire	280 000 $	220 000 $
Créditeurs et frais courus	150 103	235 800
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 8)	1 902	2 961
Revenus reportés (note 9)	132 649	280 302
	564 654	739 063
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 8)	9 584	—
	574 238	739 063
DÉFICIT	53 863	113 120
	520 375 $	625 943 $
FONDS DE DOTATION — SOLDE DU FONDS (note 7)	445 107 $	393 712 $

POUR L'INSTITUT



INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE SUR LA CULTURE

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991

	1991	1990
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Revenu net (perte nette)	59 257 $	(536 536)$
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	32 745	36 800
Perte sur aliénations d'immobilisations	—	17 706
	92 002	(482 030)
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	(140 621)	(41 384)
Liquidités utilisées pour les activités d'exploitation	(48 619)	(523 414)
ACTIVITÉ DE FINANCEMENT		
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	13 110	—
Remboursement d'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	(4 586)	(6 977)
Liquidités provenant des (utilisées pour les) activités de financement	8 524	(6 977)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations	(23 159)	(76 177)
Produits d'aliénations d'immobilisations	—	5 651
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	(23 159)	(70 526)
DIMINUTION DES LIQUIDITÉS	(63 254)	(600 917)
(INSUFFISANCE DES LIQUIDITÉS) LIQUIDITÉS AU DÉBUT	(201 832)	399 085
INSUFFISANCE DES LIQUIDITÉS À LA FIN	(265 086) $	(201 832) $

L'insuffisance des liquidités de l'Institut comprend l'emprunt bancaire moins l'encaisse.

INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE SUR LA CULTURE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 1991

1. CONSTITUTION ET OBJETS

L'Institut québécois de recherche sur la culture, corporation au sens du Code civil constituée par une loi spéciale (L.R.Q., chapitre I-13.2), a pour objets, en vue de contribuer au développement culturel du Québec, d'effectuer, d'encourager et de soutenir des recherches et des études sur les divers aspects des phénomènes culturels.

L'Institut, par règlement, a constitué un fonds de dotation destiné à recueillir les sommes reçues par don, legs, subvention ou autre forme de contribution, à l'exception de celles octroyées par le gouvernement, ses ministères ou organismes. Ces sommes doivent servir au développement de l'Institut et à défrayer les coûts de ses recherches sur la culture. Ce fonds est la propriété exclusive de l'Institut et les avoirs du fonds ne peuvent en être extraits. Selon une politique de l'Institut, les revenus d'intérêts générés par le Fonds de dotation seront disponibles pour la recherche lorsque le solde du fonds sera de 1 000 000 $.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers de l'Institut ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. Les états financiers du Fonds de dotation sont présentés à la note 7.

Stocks

Les stocks sont constitués de publications et leur évaluation inclut les coûts d'impression, de droits d'auteur et de reproduction ainsi que les services de graphisme; elle exclut toutefois les salaires, les honoraires de recherche et les autres frais indirects de production. Ils sont évalués au moindre de ces coûts ou de la valeur de réalisation nette.

Le stock de publications datant d'un an et plus au 31 mars est dévalué de 20 % par année.

Travaux en cours

Les travaux en cours comprennent les coûts de révision et de correction de manuscrits, les honoraires de production et les services de photographie et de graphisme relatifs à des publications non terminées.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur vie utile anticipée selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants:

Équipement, ameublement et enseigne	10 %
Bibliothèque	5 %

Contrat de location

Lorsque, aux termes d'un bail, pratiquement tous les avantages et les risques inhérents à la propriété du bien loué sont à l'avantage ou à la charge de l'Institut, le coût du bien loué ainsi que la valeur actuelle de l'obligation en découlant sont comptabilisés comme s'il s'agissait d'une acquisition d'actif et d'un emprunt. Le bien faisant ainsi l'objet d'un contrat de location-acquisition est amorti selon la même méthode que les autres immobilisations.

3. SUBVENTIONS POUR LA RECHERCHE

	1991	1990
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	334 128 $	186 893 $
Gouvernement du Canada	225 657	198 135
Autres	252 792	239 237
	812 577 $	624 265 $

4. DÉPENSES

	1991			1990
	Recherche	Administration	Total	Total
Traitements et avantages sociaux	1 700 624 $	182 748 $	1 883 372 $	1 998 345 $
Honoraires de recherche	354 791	—	354 791	209 203
Activités culturelles	18 494	—	18 494	74 074
Frais de voyage et de représentation	124 160	59 840	184 000	121 417
Fournitures et approvisionnements	160 101	8 129	168 230	114 593
Publicité	35 559	—	35 559	35 117
Entretien et réparations	6 343	1 119	7 462	8 747
Loyers	180 260	31 811	212 071	203 220
Électricité et chauffage	3 459	610	4 069	4 159
Téléphone	56 209	9 227	65 436	51 848
Taxes et assurances	18 546	3 273	21 819	19 832
Honoraires professionnels	—	2 834	2 834	4 483
Frais de publication	129 961	—	129 961	152 613
Divers	1 586	441	2 027	3 201
Intérêts et frais bancaires	—	25 446	25 446	20 345
Dévaluation des stocks	404	—	404	23 574
Perte sur aliénations d'immobilisations	—	—	—	17 706
Amortissement des immobilisations	27 833	4 912	32 745	36 800
	2 818 330 $	330 390 $	3 148 720 $	3 099 277 $

Le loyer envers la Société immobilière du Québec pour les exercices 1990 et 1991 s'élève à 140 554 $.

5. SUBVENTIONS À RECEVOIR

	1991	1990
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	36 984 $	77 500 $
Gouvernement du Canada	50 945	104 613
Autres	23 016	11 130
	110 945 $	193 243 $

6. IMMOBILISATIONS

	1991			1990
	Coût	Amortissement accumulé	Net	Net
Ameublement	128 691 $	104 574 $	24 117 $	25 569 $
Bibliothèque	9 466	5 110	4 356	4 830
Enseigne	937	845	92	185
Équipement	235 488	112 137	123 351	142 716
	374 582	222 666	151 916	173 300
Équipement acquis en vertu d'un contrat de location-acquisition	13 110	1 311	11 799	—
	387 692 $	223 977 $	163 715 $	173 300 $

7. FONDS DE DOTATION — ÉTATS FINANCIERS

	1991	1990
REVENUS ET DÉPENSES DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1991		
Revenus		
Intérêts sur dépôts à terme	51 413 $	43 898 $
Dépenses	18	13
Excédent des revenus sur les dépenses	51 395	43 885
Solde du fonds au début	393 712	349 827
Solde du fonds à la fin	445 107 $	393 712 $
BILAN AU 31 MARS 1991		
ACTIF		
Encaisse	118 $	306 $
Dépôts à terme — au coût	420 518	385 934
Intérêts courus à recevoir	24 471	7 472
	445 107 $	393 712 $
SOLDE DU FONDS	445 107 $	393 712 $

8. OBLIGATION DÉCOULANT D'UN CONTRAT DE LOCATION-ACQUISITION

	1991	1990
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition au taux de 16 % échéant en 1995	11 486 $	2 961 $
Versements échéant en deçà d'un an	1 902	2 961
	9 584 $	— $

Les paiements minimums exigibles sur l'obligation découlant du contrat de location-acquisition s'établissent comme suit:

1992	3 629 $
1993	3 629
1994	3 629
1995	3 629
1996	1 814
Total des paiements minimums exigibles	16 330
Montant représentant les intérêts inclus dans les paiements minimums exigibles	4 844
	11 486 $

9. REVENUS REPORTÉS

Les revenus reportés de subvention pour la recherche se détaillent comme suit:

	1991	1990
Gouvernement du Québec	23 084 $	78 598 $
Gouvernement du Canada	109 565	145 713
Autres	—	55 991
	132 649 $	280 302 $

DOCUMENT V

LA LISTE DES ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES
du 1er avril 1990 au 31 mars 1991

TITRE OU PROJET	PERSONNEL ET COLLABORATEURS[1]
1. LA FAMILLE, LES SEXES, LES GÉNÉRATIONS	**Denise Lemieux, resp.**
• Solidarités de parenté en milieu montréalais	Renée B. Dandurand, dir. Françoise-Romaine Ouellette
• Bilan des études québécoises sur les jeunes	Léon Bernier, dir.
• La fugue du foyer familial	Léon Bernier, dir. Anne Morissette Gilles Roy

1. La rubrique «Personnel et collaborateurs» regroupe des personnes ayant des statuts divers au sein de l'Institut. Certaines sont rémunérées par l'Institut, à plein temps, à mi-temps ou à temps partiel, d'autres participent aux recherches sans rémunération.
Légende: codir.: codirecteur de projet
coll.: collaborateur
coord.: coordonnateur de projet
dir.: directeur de projet
dir. adm.: directeur administratif
dir. sc.: directeur scientifique
resp.: responsable de chantier, de groupe, de session ou d'atelier de travail, d'un colloque, d'une activité
stag.: stagiaire

• Nouvelles familles et école	Renée B. Dandurand, dir. Michèle Violette, coll. Francine Bédard-Hô Germain Dulac Daphné Morin
• La recherche sur les femmes au Québec: bilan et bibliographie, 1982-1989	Denise Lemieux, dir. Michelle Comeau Lucie Mercier
• Vie quotidienne et cycles de vie des femmes	Denise Lemieux, dir. Lucie Mercier
• La profession d'éducateur et d'éducatrice en centre de réadaptation pour adolescent-e-s	Léon Bernier, dir. Monique Cournoyer
• Analyse de la situation des mères au foyer dans les communautés culturelles d'immigration récente	Renée B. Dandurand, codir. Françoise-Romaine Ouellette, codir. Michelle Duval
• Le désir d'enfant: du projet à la réalisation	Renée B. Dandurand, codir. Léon Bernier, codir. Denise Lemieux, codir. Germain Dulac
• La recherche de solutions à la non-parentalité involontaire et la redéfinition sociale des normes sur la procréation, la parentalité et la filiation	Françoise-Romaine Ouellette, dir. Johanne Séguin

2. LES COMMUNAUTÉS ETHNOCULTURELLES

Denise Helly, resp.

• La segmentation de l'économie et l'ethnicité au Québec, 1986	Johanne Boisjoly, codir. Denise Helly, codir. Serge Desrosiers
• Présence des écrivains immigrés dans la littérature romanesque québécoise	Denise Helly, dir. Anne Vassal, coll.
• Itinéraires socioprofessionnels d'entrepreneurs immigrés et perception de cheminement	Denise Helly, codir. Alberte Le Doyen, codir. Brian Aboud

• Les enjeux contemporains de l'immigration au Québec selon les décideurs	Denise Helly, dir. Nicolas Van Schendel
• La construction sociale des relations interethniques et inter-raciales chez les adolescents de deux polyvalentes montréalaises	Anne Laperrière, dir. Majid D'Khissy René Dolce Gilbert Fillion Nicole Fleurant Compère Le Jacques
• Établissement de nouveaux immigrants à Montréal: étude longitudinale	Denise Helly, codir. Jean Renaud, codir. Alain Carpentier
• Adaptation des institutions québécoises au pluralisme culturel	Francine Bernèche, codir. Denise Helly, codir. Danièle Bélanger Aicha El Haïli
• Les exploitants agricoles immigrants: insertion dans la société rurale québécoise	Myriam Simard, dir.

3. LA CRÉATION ET LA DIFFUSION DE LA CULTURE

Florian Sauvageau, resp.

• Histoire de la pensée québécoise	Fernand Dumont, dir.
• Bilan de la recherche en communication	Florian Sauvageau, coord. Marc Raboy, coll. Gilles Saint-Gelais, coll. Gaétan Tremblay, coll. Pierre Trudel, coll.
• La circulation des produits culturels dans la francophonie: le cadre politique et juridique	Florian Sauvageau, codir. Pierre Trudel, codir. France Abran
• L'évolution des pratiques journalistiques au Québec depuis 1945	Jean de Bonville, codir. Florian Sauvageau, codir. Conrad Bureau, coll.
• La musique populaire au Québec, de 1955 à 1990	Jean-Pierre Charland, dir. Isabelle d'Amours

• La violence dans les médias	Florian Sauvageau, dir. Dave Atkinson Marc Gourdeau
• Les lignes ouvertes à la radio	Florian Sauvageau, dir. Marie-Hélène Lavoie
• Statistiques des industries culturelles de la francophonie	Jean-Paul Baillargeon, dir
• Bilan et évolution des télévisions publiques en Europe de l'Ouest	Florian Sauvageau, dir. Dave Atkinson
• Les habitudes d'écoute de la télévision au Québec, 1982-1988	Jean-Paul Baillargeon, dir.

4. LES TENDANCES SOCIOCULTURELLES

Simon Langlois, resp.

• L'analyse des tendances	Simon Langlois, dir. Johanne Bujold Gary Caldwell Guy Fréchet Madeleine Gauthier
• La construction sociale de la jeunesse sous l'angle du travail	Madeleine Gauthier, dir. Michel Bernier Maxime Brault Laurette Coulombe
• Les nouvelles croyances	Madeleine Gauthier, dir.
• Le travail: aspects culturels	Guy Fréchet, dir. Michel Bernier Maxime Brault Johanne Bujold
• La stratification sociale en mutation	Monique Frappier, dir. Robert Latour Louise Trépanier
• Traité de pathologie sociale. Problèmes sociaux du Québec	Fernand Dumont Simon Langlois Yves Martin
• L'immigration à Montréal: 1971-1981	Gary Caldwell

5. LES HISTOIRES RÉGIONALES

Fernand Harvey, resp.

• Histoire du Bas-Saint-Laurent	Jacques Lemay, dir. Antonio Lechasseur, coll. Yvan Morin, coll. Yves Tremblay, coll. Jean-Charles Fortin Fernand Harvey
• Histoire des Cantons de l'Est	Jean-Pierre Kesteman, dir. Peter Southam, coll.
• Histoire de l'Outaouais	Chad Gaffield, dir. Caroline Andrew, coll. André Beaucage, coll. André Cellard Normand Fortin Gérald Pelletier Jean-Marc Soucy Odette Vincent-Domey
• Histoire de la Côte-du-Sud	Alain Laberge, dir. Martine Côté Yves Hébert Philippe Picard Diane Saint-Pierre Jacques Saint-Pierre
• Histoire de la Côte-Nord	Pierre Frenette, dir. Jean-Pierre Bélanger Daniel Chevrier Maryse Desjardins Jean-Marie Dubois Pierre Dufour Jean-Charles Fortin André Lepage Josée Mailhot Françoise Niellon Normand Perron
• Bibliographie de la Côte-Nord	Gaston Saint-Hilaire, coll. Andrée Raiche-Dussault
• Bibliographie de Beauce/Dorchester	Jean-René Breton

• Bibliographie de la Mauricie	René Hardy, coll. Guy Trépanier, coll.
• Bibliographie du Richelieu/Yamaska/Rive-Sud	Mario Fillion, coll.
• Bibliographie du Bas-Saint-Laurent	Antonio Lechasseur, coll. Yves Tremblay, coll.
• Bibliographie de la Côte-de-Beaupré/Île d'Orléans	Diane Bélanger, coll. Monique Villemure, coll.
• Bibliographie de l'Abitibi–Témiscamingue	François Gagnon, coll.

6. HORS CHANTIER

• Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada: 1981-1985 et 1986-1990	Paul Aubin, dir. Louis-Marie Côté
• La politique de francisation des entreprises à l'Office de la langue française	Gaston Cholette

7. ACTIVITÉS

Léo Jacques, resp.

7.1 Concours
- 7.1.1 Prix Edmond-de-Nevers — Gisèle Bolduc, resp.

7.2 Expositions
- 7.2.1 Ulric Bourgeois (1874-1963): photographe du Québec et de la Nouvelle-Angleterre
- 7.2.2 Quelques facettes de l'histoire de la radio au Québec (1900-1980)
- 7.2.3 Du manuscrit au livre

7.3 Salons du livre, congrès

7.4 Bulletin d'information

DOCUMENT VI

LA LISTE DES PUBLICATIONS DU PERSONNEL DE L'INSTITUT
du 1er avril 1990 au 31 mars 1991

AUBIN, Paul

Répertoire des thèses en cours portant sur des sujets d'histoire et autres sujets connexes, nº 24, Ottawa, Société historique du Canada, 1990, 162 p.

et Louis-Marie Côté, *Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada / Bibliography of the History of Quebec and Canada (1981-1985)*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1990, 2 vol. C, 2 073 p.

et Louis-Marie Côté, «Bibliographie de l'histoire de l'Amérique française (parutions récentes)», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 4 fois par année.

BAILLARGEON, Jean-Paul

et Simon Langlois, Guy Fréchet, Madeleine Gauthier, Jean-Pierre Simard, *La société québécoise en tendances, 1960-1990*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1990, 667 p.

«Les ventes françaises au Québec: le pouls et l'analyse de la dernière décennie», *Livre d'ici*, vol. 16, nº 4, décembre 1990, p. 18-20.

«Quatre Saisons et la télé francophone», *Le Devoir*, 13 mars 1991, p. B-8.

Vers un système de statistiques sur les industries culturelles de la francophonie. État général de la situation et propositions d'une première étape de réalisation, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1990, 51 p.

BERNIER, Léon

«La fugue: une fuite ou quête de la famille», Denise Lemieux (dir.), *Familles d'aujourd'hui*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1990, p. 215-223.

La fugue chez les adolescent(e)s: fuite d'un milieu ou réappropriation d'un destin, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1990, 177 p. (Rapport de recherche déposé au CSSSRMM).

BUJOLD, Johanne

Utilisation des centres d'emploi du Canada par les étudiants, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1990, 67 p.

CALDWELL, Gary

et Simon Langlois, Jean-Paul Baillargeon, Guy Fréchet, Madeleine Gauthier, Jean-Pierre Simard, *La société québécoise en tendances, 1960-1990*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1990, 667 p.

et A. Kaminski, W. Morawski, A. Sales, «The Process of Dependent Development in Industrialized Capitalist and Socialist Settings», R. Breton, G. Houle, E. Mokrzycki, E. Wnuk-Lipinski, G. Caldwell, *National Survival in Dependent Societies*, Ottawa, Carleton University Press, 1990, p. 177-216.

et Daniel Fournier, «The Quebec Question», Jean Veevers (eds), *Continuity and Change in Marriage and Family*, Toronto, HBJ-Holt, 1990, p. 101-122.

«Trade Liberalization and the English Quebec Farm Community», *Quebec Farmers Advocate*, 1990.

CÔTÉ, Louis-Marie

et Paul Aubin, «Bibliographie de l'histoire de l'Amérique française (parutions récentes)», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 4 fois par année.

et Paul Aubin, *Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada / Bibliography of The History of Quebec and Canada (1981-1985)*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1990, 2 vol. C, 2 073 p.

COURNOYER, Monique

«La famille et les autres institutions. Ruptures et continuités», Denise Lemieux (dir.), *Familles d'aujourd'hui*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1990, p. 187-197.

«Plus de coordination pour mieux atteindre les nouveaux parents», *Apprentissage et socialisation*, vol. 13, nº 3, septembre 1990, p. 196-205.

et Danielle Guay, Barbara Stewart, *Le système de référence post-natale*, Évaluation du projet-pilote réalisé dans huit établissements de santé et de services sociaux du Montréal métropolitain, Comité Famille-enfance, Regroupement des départements de santé communautaire du Montréal métropolitain, avril 1991, 281 p.

DANDURAND, Renée B.

«Peut-on encore définir la famille?», Fernand Dumont (dir.), *La société québécoise après 30 ans de changements*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1990, p. 49-66.

«Le couple. Les transformations de la conjugalité», Denise Lemieux (dir.), *Familles d'aujourd'hui*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1990, p. 23-39.

et Marianne Kempeneers, «Femmes et politiques familiales. Entre l'ambivalence et l'implication», *Santé mentale au Québec*, XV, 1, juin 1990, p. 85-99.

«Un univers familial en changement», *Cahiers de recherche sociologique*, 14 (nº spécial XXe anniversaire de l'UQAM), printemps 1990, p. 117-124.

«Transformation et diversification de la vie familiale au Québec entre 1940 et 1990», *Interventions*, nº 88, mars 1991, p. 26-35.

L'impact de certains changements familiaux sur les enfants de l'école primaire. Revue de littérature. Institut québécois de recherche sur la culture / ministère de l'Éducation, 1990, 149 p.

et Germain Dulac, Michèle Violette

L'école primaire face aux changements familiaux. Enquête exploratoire dans cinq écoles primaires québécoises auprès du personnel scolaire et des parents. Institut québécois de recherche sur la culture / ministère de l'Éducation, 1990, 153 p.

DULAC, Germain

«Les hommes et les études féministes», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 3, nº 1, p. 53-71.

et Renée B. Dandurand, Michèle Violette, *L'école primaire face aux changements familiaux. Enquête exploratoire dans cinq écoles primaires québécoises auprès du personnel scolaire et des parents*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture / ministère de l'Éducation, 1990, 153 p.

FRÉCHET, Guy

et Simon Langlois, Jean-Paul Baillargeon, Gary Caldwell, Madeleine Gauthier, Jean-Pierre Simard, *La société québécoise en tendances, 1960-1990*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1990, 667 p.

«La jeune recherche en sciences sociales», Fernand Dumont (dir.), *La société québécoise après 30 ans de changements*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1990, p. 325-334.

et Michel Bernier, *Les perceptions des difficultés d'insertion sur le marché du travail, les raisons de quitter un emploi et l'inemployabilité dans l'Enquête sur l'activité*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1991, 47 p.

GAUTHIER, Madeleine

et Simon Langlois, Jean-Paul Baillargeon, Gary Caldwell, Guy Fréchet, Jean-Pierre Simard, *La société québécoise en tendances, 1960-1990*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1990, 667 p.

«La religion», Jean Lafontant (dir.), *L'initiation thématique à la sociologie*, Saint-Boniface, Éditions des plaines, 1990, p. 193-221.

et Laurette Coulombe, «La réforme de l'aide sociale au Québec: une politique de sécurité du revenu?», *CLES. Cahiers lillois d'économie et de sociologie*, nº 16, 2e semestre, 1990, p. 19-30.

«La jeunesse au carrefour de la pauvreté», *Apprentissage et socialisation*, vol. 14, nº 1, mars 1991, p. 51-61.

«Le temps d'agir en formation fondamentale: réflexions sur le pourquoi et le comment», *Vie pédagogique*, 1990, p. 4-7.

«Diversité des rythmes d'entrée des jeunes sur le marché du travail», *L'Action nationale*, vol. LXXX, nº 4, avril 1990, p. 482-493.

«Les jeunes et le travail», *Communauté chrétienne*, vol. 2, nº 9, février 1991, p. 7-9. («Notre dossier: être jeune en 1991»)

L'insertion de la jeunesse québécoise en emploi, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1990, 119 p.

L'insertion de la jeunesse canadienne en emploi, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1991, 106 p.

HARVEY, Fernand

«Montréal et l'immigration au 19e siècle», *Montréal au 19e siècle*, Montréal, Leméac, 1990, p. 35-43.

«Des valeurs pour une société nouvelle», *L'Action nationale*, vol. LXXX, n° 7, septembre 1990, p. 938-951.

Le musée du Québec, son public, son milieu, Québec, Musée du Québec, 1991, 91 p. (Cahiers de recherche n° 3)

HELLY, Denise

«Immigrants au Québec, au Canada et aux États-Unis», Ida et Pierre Simon-Barouth (dir.), *L'étranger dans la ville*, Paris, L'Harmattan, 1991, 12 p.

et Francine Bernèche, *Le Québec face au pluralisme culturel, 1977-1990. Un premier bilan*, Rapport déposé au Secrétariat d'État, direction du Multiculturalisme.

LANGLOIS, Simon

et Jean-Paul Baillargeon, Gary Caldwell, Madeleine Gauthier, Guy Fréchet, Jean-Pierre Simard, *La société québécoise en tendances, 1960-1990*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1990, 667 p.

et Alan Artibise (dir.), *Le Canada, tradition et révolution*, Montréal, Conseil international des études canadiennes, 1990, 190 p.

«Anciennes et nouvelles formes d'inégalités et de différenciation sociale au Québec», Fernand Dumont (dir.), *La société québécoise après trente ans de changements*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1990, p. 81-98.

«L'avènement de la société de consommation: un tournant dans l'histoire de la famille», Denise Lemieux (dir.), *Familles d'aujourd'hui*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1990, p. 89-113.

«Le travail à temps partiel: vers une polarisation de plus en plus nette», *Relations industrielles*, vol. 45, n° 3, 1990, p. 548-564.

«Le Québec: une société distincte à reconnaître et une identité collective à consolider», *L'Action nationale*, vol. LXXXI, n° 4, avril 1991, p. 482-501.

«L'évolution récente des valeurs dans la société québécoise», *L'Action nationale*, vol. LXXX, n° 7, septembre 1990, p. 924-937.

LEMIEUX, Denise

«Enfants et familles du passé: une histoire entre mythes et réalités», Denise Lemieux (dir.), *Familles d'aujourd'hui*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1990, p. 55-71.

et Lucie Mercier, «Les relations familiales dans une perspective temporelle: socialisation, phénomènes d'âge et de générations», Stéphanie Dansereau, Bernard Terrisse et Jean-Marie Bouchard (dir.), *Éducation familiale et intervention précoce*, Montréal, Éditions Agence d'Arc, p. 44-54.

MERCIER, Lucie

«Le quotidien et le partage des tâches», Denise Lemieux (dir.), *Familles d'aujourd'hui*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1990, p. 143-156.

«La vie quotidienne des femmes: entre famille et travail», *L'Action nationale*, vol. LXXXI, n° 1, janvier 1991, p. 44-55.

et Denise Lemieux, «Les relations familiales dans une perspective temporelle: socialisation, phénomènes d'âge et de générations», Stéphanie Dansereau, Bernard Terrisse et Jean-Marie Bouchard (dir.), *Éducation familiale et intervention précoce*, Montréal, Éditions Agence d'Arc, p. 44-54.

RAICHE-DUSSAULT, Andrée

et Gaston Saint-Hilaire, *Bibliographie de la Côte-Nord*, Coll. «Documents de recherche» n° 26, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1990, 340 p.

OUELLETTE, Françoise-Romaine

«Le suivi médical en infertilité: le point de vue des femmes», *Au carrefour de la nouvelle périnatalité*, Association pour la santé publique du Québec, Montréal, 1991, p. 601-622.

SAINT-PIERRE, Diane

«Les archives de paroisse: création, conservation et mise en valeur. Une étude des paroisses de la Côte-du-Sud», *Archives*, vol. 22, n° 1, été 1990, p. 57-78.

SIMARD, Myriam

L'accès à la propriété et au financement agricoles par les femmes au Québec: obstacles financiers et socio-culturels, Cahier de recherche n° 91-01, Le groupe Femmes, gestion et entreprises, HEC, 1990, 140 p.

Propriété et co-propriété agricole: pouvoir réel ou imaginaire?, Rapport de recherche HEC n° 9010, 1990, 20 p.

Le financement des femmes en agriculture au Québec: résultats préliminaires, Rapport de recherche HEC n° 9009, 1990, 22 p.

Femmes de terre, femmes de tête. Bulletin de liaison des agricultrices du Québec, vol. 2, n° 3, mars 1990, p. 3.

«On s'obstine à vouloir parler au mari», résultats d'une enquête sur la propriété agricole au féminin au Québec, Dossier: Femmes entrepreneures en agriculture, *Le Bulletin des agriculteurs*, avril 1990, p. 68-70.

«La propriété agricole «au féminin» au Québec: premier portrait», *Inform-Elle*, Syndicat des agricultrices de Lanaudière, UPA Joliette, vol. 1, n° 3, avril 1990, p. 5-8.

DOCUMENT VII

Les publications de l'IQRC*

I. La famille, les sexes, les générations

1. Denise Lemieux et Lucie Mercier. *La recherche sur les femmes au Québec: bilan et bibliographie*. Coll. «Instruments de travail» nº 5, 1982, 339 pages. ÉPUISÉ (nouvelle édition revue et augmentée en préparation).
2. Renée Cloutier, Gabrielle Lachance, Denise Lemieux, Madeleine Préclaire et Luce Ranger-Poisson. *Femmes et culture au Québec*. Coll. «Documents préliminaires» nº 3, 1982, 107 pages. ÉPUISÉ (6 $)
3. Alain Vinet, Francine Dufresne et Lucie Vézina. *La condition féminine en milieu ouvrier: une enquête*. Coll. «Identité et changements culturels» nº 3, 1982, 222 pages. ÉPUISÉ (18,50 $)
4. Yolande Cohen. *Les thèses québécoises sur les femmes*. Coll. «Instruments de travail» nº 7, 1983, 124 pages. (8 $)
5. Denise Lemieux. *Les petits innocents. L'enfance en Nouvelle-France*. 1985, 205 pages. (12 $)
6. Fernand Dumont, dir. *Une société des jeunes?* 1986, 397 pages. (14,50 $)
7. Marie-Marthe T. Brault. *Du loisir à l'innovation. Les associations volontaires de personnes retraitées*. Coll. «Documents de recherche» nº 15, 1987, 176 pages. (15 $)
8. Renée B.-Dandurand et Lise Saint-Jean. *Des mères sans alliance. Monoparentalité et désunions conjugales*. 1989, 2e édition, 297 pages. (22 $)
9. Renée B.-Dandurand. *Le mariage en question. Essai sociohistorique*. 1991, 2e édition, 190 pages. (18 $)
10. Isabelle Perrault. *Autour des jeunes. Reconnaissance bibliographique*. Coll. «Documents de recherche» nº 17, 1988, 422 pages. (24 $)
11. Denise Lemieux et Lucie Mercier. *Les femmes au tournant du siècle, 1880-1940. Âges de la vie, maternité et quotidien*. 1991, 3e tirage, 398 pages. (28 $)
12. Gabrielle Lachance. *Nouvelles images de la vieillesse. Une étude de la presse âgée au Québec*. Coll. «Documents de recherche» nº 22, 1990, 168 pages. (20 $)
13. Marie-Marthe T. Brault. *Le travail bénévole à la retraite*. Coll. «Documents de recherche» nº 25, 1990, 122 pages. (15 $)
14. Denise Lemieux, dir. *Familles d'aujourd'hui*. IQRC en collaboration avec le Musée de la civilisation, 1990, 243 pages. (24 $)

---

* Le prix des publications est sujet à modification sans préavis.

II. Les communautés ethnoculturelles

1. David Rome, Judith Nefsky et Paule Obermeir. *Les Juifs du Québec — Bibliographie rétrospective annotée*. Coll. «Instruments de travail» nº 1, 1981, 319 pages. (13 $)
2. Gary Caldwell et Éric Waddell, dir. *Les anglophones du Québec: de majoritaires à minoritaires*. Coll. «Identité et changements culturels» nº 1, 1982, 482 pages. (14 $)
3. Gary Caldwell et Éric Waddell, editors. *The English of Quebec: from majority to minority status*. Coll. «Identité et changements culturels» nº 2, 1982, 466 pages. (14 $)
4. Gary Caldwell. *Les études ethniques au Québec — Bilan et perspectives*. Coll. «Instruments de travail» nº 8, 1983, 108 pages. (10,50 $)
5. Honorius Provost. *Les premiers Anglo-Canadiens à Québec — Essai de recensement (1759-1775)*. Coll. «Documents de recherche» nº 1, 2e édition, 1984, 71 pages. ÉPUISÉ (7,50 $)
6. Tina Ioannou. *La communauté grecque du Québec*. Coll. «Identité et changements culturels» nº 4, 1984, 337 pages. (18 $)
7. Pierre Anctil et Gary Caldwell. *Juifs et réalités juives au Québec*. 1984, 371 pages. (20 $)
8. Richard Dominique et Jean-Guy Deschênes. *Cultures et sociétés autochtones du Québec. Bibliographie critique*. Coll. «Instruments de travail» nº 11, 1985, 221 pages. (19,50 $)
9. Ronald Rudin. *The Forgotten Quebecers. A History of English-Speaking Quebec, 1759-1980*. 1985, 315 pages. (14 $)
10. Ronald Rudin. *Histoire du Québec anglophone, 1759-1980*. Traduit de l'anglais par Robert Paré, 1986, 332 pages. (15 $)
11. Denise Helly. *Les Chinois à Montréal, 1877-1951*. 1987, 315 pages. (20 $)
12. Fernand Ouellet, dir. *Pluralisme et école. Jalons pour une approche critique de la formation interculturelle des éducateurs*. 1990, 2e tirage, 617 pages. (30 $)
13. Pierre Anctil. *Le rendez-vous manqué. Les Juifs de Montréal face au Québec de l'entre-deux-guerres*. 1988, 366 pages. (25 $)
14. Pierre Anctil. *«Le Devoir», les Juifs et l'immigration. De Bourassa à Laurendeau*. 1988, 170 pages. (18 $)
15. Fernand Ouellet et Michel Pagé, dir. *Pluriethnicité, éducation et société. Construire un espace commun*. 1991, 596 pages. (30 $)

III. La culture populaire

1. Yvan Lamonde, Lucia Ferretti et Daniel Leblanc. *La culture ouvrière à Montréal (1880-1920): bilan historiographique*. Coll. «Culture populaire» nº 1, 1982, 178 pages. (9 $)
2. Danielle Nepveu. *Les représentations religieuses au Québec dans les manuels scolaires de niveau élémentaire (1950-1960)*. Coll. «Documents préliminaires» nº 1, 1982, 97 pages. (6,50 $)
3. Jean-Pierre Dupuis, Andrée Fortin, Gabriel Gagnon, Robert Laplante et Marcel Rioux. *Les pratiques émancipatoires en milieu populaire*. Coll. «Documents préliminaires» nº 2, 1982, 178 pages. (9 $)
4. Jean Bourassa. *Le travailleur minier, la culture et le savoir ouvrier*. Coll. «Documents préliminaires» nº 4, 1982, 79 pages. (5,25 $)
5. Sophie-Laurence Lamontagne. *L'hiver dans la culture québécoise (XVIIe-XIXe siècles)*. 1983, 197 pages. (11,50 $)

6. Joseph Laliberté. *Agronome-colon en Abitibi*. Coll. «Littérature quotidienne» n° 1, 1983, 157 pages. (12 $)
7. Benoît Lacroix et Jean Simard. *Religion populaire, religion de clercs?* Coll. «Culture populaire» n° 2, 1984, 444 pages. (22 $)
8. Benoît Lacroix et Madeleine Grammond. *Religion populaire au Québec. Typologie des sources — Bibliographie sélective (1900-1980)*. Coll. «Instruments de travail» n° 10, 1985, 175 pages. (15 $)
9. Andrée Fortin. *Le Rézo. Essai sur les coopératives d'alimentation au Québec*. Coll. «Documents de recherche» n° 5, 1985, 282 pages. (17 $)
10. Jean-Pierre Dupuis. *Le ROCC de Rimouski. La recherche de nouvelles solidarités*. Coll. «Documents de recherche» n° 6, 1985, 282 pages. (17 $)
11. Centre populaire de documentation de Montréal. *Le choc du passé. Les années trente et les sans travail. Bibliographie sélective annotée*. Coll. «Documents de recherche» n° 11, 1986, 186 pages. (15 $)
12. Yvan Lamonde et Raymond Montpetit. *Le parc Sohmer de Montréal, 1889-1919. Un lieu populaire de culture urbaine*. 1986, 231 pages. (17 $)
13. Thérèse Beaudoin. *L'été dans la culture québécoise, XVII^e^-XIX^e^ siècles*. Coll. «Documents de recherche» n° 10, 1987, 235 pages. (20 $)
14. Gabriel Gagnon et Marcel Rioux. *À propos d'autogestion et d'émancipation. Deux essais*. 1988, 190 pages. (17 $)
15. Madeleine Gauthier. *Les jeunes chômeurs. Une enquête*. Coll. «Documents de recherche» n° 18, 1989, 2^e^ tirage, 302 pages. (18 $)
16. Ginette Paquet. *Santé et inégalités sociales*. Coll. «Documents de recherche» n° 21, 1991, 3^e^ tirage, 133 pages. (14 $)

IV. La création et la diffusion de la culture

1. Jean-Robert Faucher, André Fournier et Gisèle Gallichan. *L'information culturelle dans les médias électroniques*. Coll. «Diagnostics culturels» n° 1, 1981, 167 pages. (7 $)
2. Angèle Dagenais. *Crise de croissance: le théâtre au Québec*. Coll. «Diagnostics culturels» n° 2, 1981, 73 pages. (5 $)
3. Yvan Lamonde et Pierre-François Hébert. *Le cinéma au Québec — Essai de statistique historique (1896 à nos jours)*. Coll. «Instruments de travail» n° 2, 1981, 481 pages. (18 $)
4. François Colbert. *Le marché québécois du théâtre*. Coll. «Culture savante» n° 1, 1982, 112 pages. (8 $)
5. Jean-Pierre Charland et Nicole Thivierge. *Bibliographie de l'enseignement professionnel au Québec (1850-1980)*. Coll. «Instruments de travail» n° 3, 1982, 284 pages. (14 $)
6. Vivian Labrie. *Précis de transcription de documents d'archives orales*. Coll. «Instruments de travail» n° 4, 1982, 220 pages. (11 $)
7. Sylvie Tellier. *Chronologie littéraire du Québec*. Coll. «Instruments de travail» n° 6, 1982, 352 pages. (18,50 $)
8. Jean-Pierre Charland. *Histoire de l'enseignement technique et professionnel*. 1982, 485 pages. (25,50 $)
9. Nicole Thivierge. *Écoles ménagères et instituts familiaux: un modèle féminin traditionnel*. 1982, 478 pages. (25,50 $)
10. Yvan Lamonde. *L'imprimé au Québec: aspects historiques (18^e^-20^e^ siècles)*. Coll. «Culture savante» n° 2, 1983, 370 pages. (18 $)

11. Yvan Lamonde. *Je me souviens. La littérature personnelle au Québec (1860-1980)*. Coll. «Instruments de travail» nº 9, 1983, 278 pages. (17 $)
12. Claude Savary, dir. *Les rapports culturels entre le Québec et les États-Unis*. 1984, 353 pages. (17 $)
13. Pierre Lavoie. *Pour suivre le théâtre au Québec. Les ressources documentaires*. Coll. «Documents de recherche» nº 4, 1985, 521 pages. ÉPUISÉ (22 $)
14. Jacques Dufresne, Fernand Dumont et Yves Martin. *Traité d'anthropologie médicale. L'Institution de la santé et de la maladie*. Presses de l'Université du Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, Presses Universitaires de Lyon, 1985, XVII-1 245 pages. (59,95 $)
15. Léon Bernier et Isabelle Perrault. *L'artiste et l'oeuvre à faire*. «La pratique de l'art 1», 1985, 518 pages. ÉPUISÉ (30 $)
16. Marcel Fournier. *Les générations d'artistes suivi d'entretiens avec Robert Roussil et Roland Giguère*. «La pratique de l'art 2», 1986, 202 pages. (18 $)
17. Yvan Lamonde et Esther Trépanier. *L'avènement de la modernité culturelle au Québec*. 1986, 320 pages. (24,50 $)
18. Vivian Labrie. *ABC: Trois constats d'alphabétisation de la culture*. 1986, 246 pages. (29 $)
19. Maurice Lemire, dir. *L'institution littéraire*. IQRC et CRELIQ, 1986, 217 pages. (19,50 $)
20. Alfred Dumais et Johanne Lévesque. *L'auto-santé. Des individus et des groupes au Québec*. 1986, 223 pages. (17 $)
21. Gabrielle Lachance, dir. *Mémoire d'une époque. Un fonds d'archives orales au Québec*. Coll. «Documents de recherche» nº 12, 1987, 251 pages. (16 $)
22. Marcel Fournier, Yves Gingras et Othmar Keel. *Sciences et médecine au Québec: perspectives sociohistoriques*. 1987, 212 pages. (20 $)
23. Maurice Lemire, dir., avec la collaboration de Pierrette Dionne et Michel Lord. *Le poids des politiques. Livres, lecture et littérature*. 1987, 191 pages. (18 $)
24. Vivian Labrie. *Alphabétisé-e-s! Quatre essais sur le savoir-lire*. 1987, 270 pages. (30 $)
25. Claude Galarneau et Maurice Lemire, dir. *Livre et lecture au Québec, 1800-1850*. 1988, 270 pages. (22 $)
26. M'hammed Mellouki. *Savoir enseignant et idéologie réformiste. La formation des maîtres (1930-1964)*. Coll. «Documents de recherche» nº 20, 1989, 392 pages. (28 $)
27. Jean-Pierre Charland. *Les pâtes et papiers au Québec 1880-1980. Technologies, travail et travailleurs*. Coll. «Documents de recherche» nº 23, 1990, 447 pages. (24 $)
28. Fernand Dumont et Yves Martin, dir. *L'éducation, 25 ans plus tard! Et après?* 1990, 432 pages. (24 $)
29. Fernand Dumont, dir. *La société québécoise après 30 ans de changements*. 1991, 3e tirage, 358 pages. (20 $)
30. Simon Langlois, dir. *La société québécoise en tendances, 1960-1990*. 1990, 667 pages. (29,95 $)
31. Jean-Pierre Charland avec la participation de Mario Désautels. *Système technique et bonheur domestique. Rémunération, consommation et pauvreté au Québec, 1920-1960*. Coll. «Documents de recherche» nº 28, 1991, 275 pages. (24 $)

32. Claude Beauchesne. *Le professeur de cégep: un maître en humanisme? Enquête sur les pratiques pédagogiques en sciences humaines*. Coll. «Documents de recherche» n° 29, 1991, 125 pages. (18 $)
33. Claude Lessard, Madeleine Perron et Pierre W. Bélanger, dir. *La profession enseignante au Québec. Enjeux et défis des années 1990*. Coll. «Documents de recherche» n° 30, 1991, 241 pages. (24 $)
34. Thérèse Hamel. *Le déracinement des écoles normales. Le transfert de la formation des maîtres à l'université*. Coll. «Documents de recherche» n° 31, 1991, 231 pages. (24 $)

V. Les régions du Québec

1. Jean-Claude Marsan. *Montréal, une esquisse du futur*. 1983, 325 pages. (15 $)
2. André Dionne. *Bibliographie de l'île Jésus*. Coll. «Documents de recherche» n° 2, 1983, 324 pages. ÉPUISÉ (18,50 $)
3. Serge Gauthier et collaborateurs. *Bibliographie de Charlevoix*. Coll. «Documents de recherche» n° 3, 1984, 320 pages. ÉPUISÉ (18 $)
4. Serge Gauthier et collaborateurs. *Guide des archives de Charlevoix*. 1985, VIII-97 pages. ÉPUISÉ (6 $)
5. Serge Laurin et Richard Lagrange. *Bibliographie des Laurentides*. Coll. «Documents de recherche» n° 7, 1985, 370 pages. (18 $)
6. Yves Hébert. *Bibliographie de la Côte-du-Sud*. Coll. «Documents de recherche» n° 8, 1986, 339 pages. (18 $)
7. Guy Gaudreau. *L'exploitation des forêts publiques au Québec, 1842-1905*. 1991, 2e tirage, 126 pages. (11 $)
8. Yves Beauregard. *Bibliographie du Centre du Québec et des Bois-Francs*. Coll. «Documents de recherche» n° 9, 1986, 495 pages. (25 $)
9. Marc Desjardins. *Bibliographie des Îles-de-la-Madeleine*. Coll. «Documents de recherche» n° 13, 1987, 281 pages. (20 $)
10. Daniel Tessier *et al.* *Bibliographie de Lanaudière*. Coll. «Documents de recherche» n° 14, 1987, 270 pages. (20 $)
11. Antonio Lechasseur avec la collaboration de Jacques Lemay. *Municipalités et paroisses du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine. Populations et limites territoriales 1851-1981*. 1987, 51 pages, 5 microfiches (Bas-Saint-laurent, 563 p., Gaspésie et Îles-de-la-Madeleine, 304 p.). (10 $)
12. Marc Desjardins. *Bibliographie de la Gaspésie*. Coll. «Documents de recherche» n° 16, 1987, 436 pages. (24 $)
13. Françoise de Montigny-Pelletier et Andrée Raiche-Dussault. *Bibliographie de la Rive-Sud de Québec (Lévis—Lotbinière)*. Coll. «Documents de recherche» n° 19, 1989, 263 pages. (20 $)
14. Diane Saint-Pierre et Yves Hébert. *Archives paroissiales de la Côte-du-Sud. Inventaire sommaire*. 1990, 55 pages, 4 microfiches (XXV-581 pages). (10 $)
15. Monique Perron avec la collaboration de Luc Boisvert et Roland Viau. *Bibliographie du Haut-Saint-Laurent. Sud-ouest de la Montérégie*. Coll. «Documents de recherche» n° 24, 1990, 318 pages. (22 $)
16. Gaston Saint-Hilaire avec la collaboration d'Andrée Raiche-Dussault. *Bibliographie de la Côte-Nord*. Coll. «Documents de recherche» n° 26, 1990, 340 pages. (18 $)
17. René Hardy et Guy Trépanier. *Bibliographie de la Mauricie*. Coll. «Documents de recherche» n° 27, 1991, 294 pages. (20 $)

VI. Hors chantier

1. Paul Aubin. *Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada (1966-1975)*. 2 tomes — 1981, 1425 pages, 22 000 titres. (60 $)
2. Gabrielle Lachance. *La culture contemporaine face aux industries culturelles et aux nouvelles technologies*. Rapport-synthèse, Rencontre franco-québécoise sur la culture, Québec-Montréal, du 4 au 8 juin 1984, 145 pages. (7 $)
3. *Statistiques culturelles du Québec (1971-1982)*. 1985, XLII-932 pages. (45 $)
4. Paul Aubin et Louis-Marie Côté. *Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada/Bibliography of the History of Quebec and Canada (1976-1980)*. 2 tomes — 1985, LXIV-1316 pages, 20 000 titres. (60 $)
5. Jean-Paul Baillargeon, dir. *Les pratiques culturelles des Québécois. Une autre image de nous-mêmes*. 1986, 394 pages. (19,50 $)
6. Paul Aubin et Louis-Marie Côté. *Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada/Bibliography of the History of Quebec and Canada (1946-1965)*. 2 tomes — 1987, LXXVII-1396 pages, 22 000 titres. (60 $)
7. Paul Aubin et Louis-Marie Côté. *Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada/Bibliography of the History of Quebec and Canada (1981-1985)*. 2 tomes — 1990, C-2073 pages, 29 000 titres. (80 $)

VII. Collection Les régions du Québec

1. Jules Bélanger, Marc Desjardins et Yves Frenette. *Histoire de la Gaspésie*. Coll. «Les régions du Québec» n° 1, Montréal, Boréal Express, 1981, 807 pages. ÉPUISÉ (29,95 $)
2. Camil Girard et Normand Perron. *Histoire du Saguenay–Lac-Saint-Jean*. Coll. «Les régions du Québec» n° 2, 1989, 665 pages. (40 $ br., 50 $ rel.)
3. Serge Laurin. *Histoire des Laurentides*. Coll. «Les régions du Québec» n° 3, 1989, 892 pages. (45 $ br., 55 $ rel.)

VIII. Collection Questions de culture

1. Fernand Dumont, dir. *Cette culture que l'on appelle savante*. 1981, 190 pages. (15 $)
2. Fernand Harvey et Gary Caldwell, dir. *Migrations et communautés culturelles*. 1982, 159 pages. (15 $)
3. Fernand Dumont, dir. *Les cultures parallèles*. 1982, 172 pages. (15 $)
4. Jean-Charles Falardeau, dir. *Architectures: la culture dans l'espace*. 1983, 210 pages. (15 $)
5. Yvan Lamonde, dir. *Les régions culturelles*. 1983, 189 pages. (12 $)
6. Madeleine Préclaire, dir. *La culture et l'âge*. 1984, 198 pages. (12 $)
7. Gabrielle Lachance, dir. *La culture: une industrie?* 1984, 216 pages. (12 $)
8. Pierre Anctil, Léon Bernier et Isabelle Perrault, dir. *Présences de jeunes artistes*. 1985, 190 pages. (12 $)
9. Denise Lemieux, dir. *Identités féminines: mémoire et création*. 1986, 199 pages. (12 $)
10. Gabriel Dussault, dir. *L'État et la culture*. 1986, 173 pages. (12 $)
11. Thérèse Hamel et Pierre Poulin, dir. *Devenir chercheur-e: itinéraires et perspectives*. 1986, 185 pages. (12 $)
12. Madeleine Gauthier, dir. *Les nouveaux visages de la pauvreté*. 1991, 2e tirage, 258 pages. (18,50 $)
13. Renée B.-Dandurand, dir. *Couples et parents des années quatre-vingt*. 1991, 3e tirage, 284 pages. (20 $)

14. Gladys L. Symons, dir. *La culture des organisations*. 1988, 220 pages. (18 $)
15. Gilles Pronovost et Daniel Mercure, dir. *Temps et société*. 1989, 258 pages. (20 $)
16. Marie-Marthe T. Brault et Lise Saint-Jean, dir. *Entraide et associations*. 1990, 280 pages. (22 $)
17. Jacques T. Godbout, dir. *La participation politique. Leçons des dernières décennies*. 1991, 301 pages. (25 $)
18. Annick Germain, dir. *L'aménagement urbain: promesses et défis*. 1991, 267 pages. (25 $)

IX. Collection Diagnostic

1. Laurent Laplante. *Le suicide*. 1985, 126 pages. (12,95 $)
2. Jacques Dufresne. *La reproduction humaine industrialisée*. 1986, 126 pages. (12,95 $)
3. Gérald LeBlanc. *L'école, les écoles, mon école*. 1986, 110 pages. (12,95 $)
4. Jean Blouin. *Le libre-échange vraiment libre?* 1986, 135 pages. (12,95 $)
5. Jacques Dufresne. *Le procès du droit*. 1987, 127 pages. (12,95 $)
6. Michel Plourde. *La politique linguistique du Québec (1977-1987)*. 1991, 3e tirage, 143 pages. (12,95 $)
7. Vincent Lemieux. *Les sondages et la démocratie*. 1988, 122 pages. (12,95 $)
8. Laurent Laplante. *L'université. Questions et défis*. 1988, 141 pages. (12,95 $)
9. Jean-Pierre Rogel. *Le défi de l'immigration*. 1989, 123 pages. (12,95 $)
10. Jacques Henripin. *Naître ou ne pas être*. 1989, 141 pages. (12,95 $)
11. Diane-Gabrielle Tremblay. *L'emploi en devenir*. 1990, 121 pages. (12,95 $)
12. Laurent Laplante. *La police et les valeurs démocratiques*. 1991, 125 pages. (12,95 $)
13. Louise Corriveau. *Les Cégeps, question d'avenir*. 1991, 133 pages. (12,95 $)

X. Collection Edmond-de-Nevers

1. Lucie Robert. *Le manuel d'histoire de la littérature canadienne de Mgr Camille Roy*. 1982, 198 pages. (11 $)
2. Réal Brisson. *La charpenterie navale à Québec sous le régime français*. 1983, 320 pages. (19,50 $)
3. Hélène Lafrance. *Yves Thériault et l'institution littéraire québécoise*. 1984, 174 pages. (13,50 $)
4. Hélène Laforce. *Histoire de la sage-femme dans la région de Québec*. 1985, 237 pages. (19,50 $)
5. Michel Sarra-Bournet. *L'Affaire Roncarelli. Duplessis contre les Témoins de Jéhovah*. 1986, 196 pages. (18 $)
6. Denis Goulet. *Le commerce des maladies. La publicité des remèdes au début du siècle*. 1987, 139 pages. (20 $)
7. Hélène Bédard. *Les Montagnais et la réserve de Betsiamites (1850-1900)*. 1988, 149 pages. (20 $)
8. Robert Laliberté. *L'imaginaire politique de Victor Segalen*. 1989, 152 pages. (20 $)
9. Aline Charles. *Travail d'ombre et de lumière. Le bénévolat féminin à l'Hôpital Sainte-Justine, 1907-1960*. 1990, 191 pages. (22 $)
10. Hélène Bourque. *La maison de faubourg. L'architecture domestique des faubourgs Saint-Jean et Saint-Roch avant 1845*. 1991, 199 pages. (22 $)

XI. Rapports de recherche et manuscrits à diffusion limitée*

1. Louise Rondeau. *Le récit de fin du monde: orientations méthodologiques de recherche*. Québec, IQRC, 1982, 70 pages.
2. Michelle Trudel-Drouin. *Vie quotidienne en Nouvelle-France: un choix de textes*. Montréal, IQRC, 1982, 166 pages.
3. Paule Chouinard. *Anthologie de poèmes québécois sur les saisons*. Montréal, IQRC, 1983, 1 350 pages.
4. Mireille Perreault. *Marchandisation, industrialisation de la culture*. Rimouski, IQRC, 1983, 72 pages.
5. Carmen Quintin. *Les pratiques émancipatoires dans deux coopératives d'habitation de la région montréalaise*. Montréal, IQRC, 1983, 124 pages.
6. Gary Caldwell, Paule Obermeir et al. *Out-migration of 1971 English Mother-tongue High School Leavers from Quebec: eleven years after*. Lennoxville, IQRC et Anglo Quebec en Mutation Committee, 1984, 37 pages.
7. Gabrielle Lachance. *Le rapport industrie/culture*. 1987, 5 cahiers. I. L'artisanat et les métiers d'art, 38 p. II. Les arts d'interprétation, 38 p. III. Le cinéma, 40 p. IV. Le livre, 40 p. V. Quelques indications bibliographiques, 38 p.
8. Johanne Bujold. *Utilisation des centres d'emploi du Canada par les étudiants*. Québec, IQRC, 1990, 67 pages. (5 $)
9. Madeleine Gauthier et Jean-Pierre Simard. *L'intégration des jeunes en emploi au Québec en 1986*. Québec, IQRC, 1990, 22 pages. (3 $)
10. Sophie-Laurence Lamontagne. *Problèmes actuels de la condition féminine*. Québec, IQRC, 1990, 59 pages. (5 $)
11. Madeleine Gauthier. *L'insertion de la jeunesse québécoise en emploi*. Québec, IQRC, 1990, 119 pages (10 $)
12. Jean-Paul Baillargeon. *Vers un système de statistiques sur les industries culturelles de la francophonie. État général de la situation et propositions d'une première étape de réalisation*. Québec, IQRC, 1990, 51 pages. (6 $)
13. Madeleine Gauthier. *L'insertion de la jeunesse canadienne en emploi*. Québec, IQRC, 1991, 106 pages. (10 $)
14. Guy Fréchet et Michel Bernier. *Les perceptions des difficultés d'insertion sur le marché du travail, les raisons de quitter un emploi et l'inemployabilité dans l'**Enquête sur l'activité***. Québec, IQRC, 1991, vii-47 pages. (8 $)
15. Monique Frappier. *L'autonomie financière de nos aînés et ses enjeux pour la société québécoise: un point de vue*. Québec, IQRC, 1991, 54 pages. (8 $)
16. Guy Fréchet et Michel Bernier. *Les personnes moyennement scolarisées et la précarité de l'emploi: une analyse des données de l'**Enquête sur l'activité***. Québec, IQRC, 1991, ix-59 pages. (8 $)

---

* disponibles sur demande à l'IQRC, 14, rue Haldimand, Québec, G1R 4N4
Téléphone: (418) 643-4695 • Télécopieur: (418) 646-3317

XII. Banques de données sur support informatique

1. Jean-Pierre Chalifoux. *Le livre et la lecture au Québec au XX^e siècle*. Montréal, IQRC, 1982, (8 000 titres)*.
2. Paul Aubin et Louis-Marie Côté. *HISCABEQ. Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada (1946-1980)*. Montréal, IQRC, 1981, (90 000 titres — mise à jour trimestrielle)**.

XIII. Documents audio-visuels***

1. Arthur Lamothe. Culture amérindienne. Archives. (Vingt documents produits par les Ateliers audio-visuels du Québec.)

---

* accessible sur demande aux Services documentaires Multimedia inc., 1685, rue Fleury Est, Montréal, H2C 1T1
Téléphone: (514) 382-0895 • Télécopieur: (514) 384-9139

** pour renseignements, s'adresser à l'IQRC

*** disponibles sur demande à l'IQRC, 14, rue Haldimand, Québec, G1R 4N4
Téléphone: (418) 643-4695 • Télécopieur: (418) 646-3317

TABLE DES MATIÈRES

Lettre à Madame Lucienne Robillard 3

Membres et personnel de l'Institut québécois de recherche sur la culture 5

INTRODUCTION 15

Première partie: ÉTAT DE LA RECHERCHE 17

I. La famille, les sexes, les générations 19
II. Les communautés ethnoculturelles 25
III. La création et la diffusion de la culture 29
IV. Les tendances socioculturelles 33
V. Les histoires régionales 41

Deuxième partie: ACTIVITÉS ET SERVICES 45

I. Les activités 47
II. Les publications 51
III. Structures et infrastructures 55

Troisième partie: DOCUMENTS 59

I. La loi constituant l'Institut québécois de recherche sur la culture 61
II. Les règlements généraux 67
III. Les règlements du Fonds de dotation 73
IV. Les états financiers 1990-1991 75
V. La liste des activités scientifiques 85
VI. La liste des publications du personnel de l'Institut 91
VII. La liste des publications de l'Institut 97